

# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE  
JEUDI 14 MAI 1970  
N° 454, 1,50 F



**Nixon**  
et  
sa  
**liberté**

# Répression, provocation, une même origine

Jean Verger

A la veille du vote définitif par le Parlement de la loi scélérate, Marcellin et ses hommes sont en train de franchir un nouveau cap, dans la voie de la répression contre le courant socialiste révolutionnaire.

Il semble bien que l'exemple de l'attentat de Milan, provocation policière et fasciste, destinée à justifier la répression contre l'extrême gauche italienne, trouve en France, auprès des services spéciaux de la police, un écho favorable.

## Une curieuse série

La série d'attentats par explosifs, qui de Grenoble au Sud-Ouest a été mise particulièrement en exergue par la presse télévisée, parlée et écrite, va servir à la fois de prétexte facile pour faire voter la loi scélérate définitivement et la faire « digérer » par l'opinion publique.

Les attentats au plastic de Grenoble, sont particulièrement significatifs ; la technique utilisée par leurs auteurs (hommes de l'art, experts en pyrotechnique) fait penser à celle utilisée par feu l'O.A.S.

De l'O.A.S. aux S.A.C. gaullistes manipulés par la police spéciale, le pas doit être vite franchi. Quand par surcroît, un de ces hommes de l'art s'amuse à enflammer à demi un bidon plein d'essence en laissant en évidence un tract P.S.U. à demi consumé, la signature ne fait plus de doute ; ce sont les bandes parallèles gaullistes qui signent ingénument leur forfait. Comme le disait un inspecteur de police de Grenoble interviewé par un journaliste « c'est trop beau pour être vrai. » A trop vouloir démontrer, la racaille gaulliste va un peu loin...

Il faut rapprocher ces attentats, qui servent aujourd'hui de prétexte à perquisitionner dans le campus universitaire de St-Martin-d'Hères et à arrêter des militants maoïstes contre lesquels rien ne peut être reproché (si ce n'est d'être fichés par les services d'identité judiciaire comme des milliers d'autres militants), à d'autres faits significatifs, comme par exemple la campagne soigneusement orchestrée contre les militants de la Cause du peuple, à l'occasion des attentats survenus à partir du 12 mars sur les chantiers de Dunkerque (lire à ce sujet le numéro 20 des « Cahiers de Mai » qui explique le genre de cabale lancée contre des militants maoïstes à Dunkerque).

Il faut surtout rapprocher ces faits de la campagne menée aujourd'hui par les fascistes d'Ordre Nouveau, qui, au moment où se déroulaient les attentats de Grenoble et d'ailleurs, recouvraient Paris de leurs affiches crapuleuses, invitant à un meeting « nationaliste » le 13 mai. A notre connaissance, aucun de ces colleurs d'affiches n'a été arrêté, ce qui prouve bien la collusion de la police de Marcellin avec ces gens-là, mais la provocation policière revêt d'autres visages dirions-nous plus « quotidiens » : il ne se passe pas une semaine, sans que la police, par l'intimidation, provoque un vendeur isolé de journaux révolutionnaires pour amener celui-ci à réagir et à se faire embarquer au poste de police sous l'inculpation de « violence à agent ». C'est devenu une méthode routinière pour la police qui répond certainement à des instructions venues de l'entourage de Marcellin.

En ce qui concerne les distributeurs de tracts, au lieu d'inculper les organisations les éditant, on se contente d'inculper les distributeurs. Quant aux trois ouvriers de Vernon, on accuse ces colleurs d'affiches d'atteinte au moral de l'armée alors qu'on n'inculpe pas les signataires de l'affiche, même lorsqu'ils se présentent en témoins au tribunal en revendiquant pleinement le contenu de ces affiches (Sartre, Rocard, Krivine).

## La préparation de la loi scélérate

En ce qui concerne les deux directeurs successifs de la Cause du Peuple, Le Dantec et Le Bris, on les arrête purement et simplement, parce que ce sont deux lampistes, mais lorsque Jean-Paul Sartre reprend la direction de la Cause du peuple il n'est pas arrêté, le pouvoir veut à tout prix éviter le procès politique. La répression n'est pas aveugle, elle vise à démoraliser la base, puisqu'elle n'ose pas s'en prendre au sommet. Parfois la police est trop zélée et commet des bêtises : deux militants de « Rouge », Marc Slyper et Yves Niaudet, sont arrêtés le 1<sup>er</sup> Mai à 9 h 30, alors qu'ils circulaient dans une voiture de location, à la suite d'une information anonyme, disant que dans leur voiture se trouvaient des armes par destination (objets pouvant servir d'armes). En fait d'armes, on y trouve du matériel de sonorisation, destiné au défilé du 1<sup>er</sup> Mai et des piquets en bois devant servir

aux banderoles et aux drapeaux... Ils sont arrêtés, restent 8 jours en prison pour être finalement relaxés le samedi 9 mai.

Si on rapproche tout cela des perquisitions, des arrestations préventives, etc., visant à créer un climat propice avant le vote de la loi scélérate, on ne s'étonnera pas que la police de M. Marcellin dont on connaît l'habileté passée et sa connexion étroite avec les réseaux gaullistes et autres a trouvé des formes nouvelles tendant à discréditer le courant socialiste révolutionnaire.

## Du bon usage de la violence

C'est dans cette situation, qu'un certain nombre d'actions « ponctuelles » sont menées par nos camarades maoïstes du type de l'action contre les établissements Fauchon, place de la Madeleine « expropriation de victuailles de luxe et redistribution dans les bidonvilles et aux vieillards ». Ce type d'action, faisait remarquer un journaliste d'Europe N° 1 fait ressembler nos maoïstes à des Robins des Bois modernes, mais Paris n'est pas la forêt de Sherwood. Le moment n'est pas particulièrement propice à ce genre d'opérations si exemplaires soient-elles. Le mouvement ouvrier a dépassé le temps des Narodniks de la fin du 19<sup>e</sup>. On pourrait penser, qu'après mai 68, le niveau des luttes dépasserait singulièrement l'opposition entre « pauvres et riches » et que le vieux mot d'ordre « Aller au peuple » de Tolstoï et Gorki ne susciterait pas auprès de la masse des travailleurs, un grand enthousiasme révolutionnaire.

Nous ne sommes pas contre la violence en tant que telle : nous ne condamnons pas la violence révolutionnaire s'opposant à la violence permanente de la bourgeoisie, de ses oppressions politiques et policières ; nous connaissons la violence légale qu'elle utilise en truquant sa propre démocratie, en faussant le libre jeu de l'information et ses fabrications d'élections sur mesure par le biais de lois électorales truquées au départ, etc. La nécessité du terrorisme ou pas se pose en termes politiques :

Le terrorisme est-il opportun ? A-t-il des chances de susciter des mouvements de masse ? La réponse à ces questions, Lénine l'avait déjà trouvée avant la guerre de 14.

L'usage du terrorisme par la classe ouvrière, ne peut être qu'un dernier recours dans une situation dominée par la dictature autocratique ou fasciste ou le prélude à l'activité révolutionnaire et insurrectionnelle. Nous n'en sommes ni à l'un ni à l'autre de ces cas et nos camarades maoïstes se trompent en pensant (mais pensent-ils vraiment ?) que les actes de terrorisme même qualifiés de « masse » peuvent aujourd'hui contribuer au développement de la lutte des classes, ou mieux, ils s'imaginent qu'en favorisant une répression encore plus grande de la part du gouvernement, ils bloqueraient politiquement la situation tant vis-à-vis du pouvoir, que vis-

à-vis des appareils traditionnels. C'est un jeu dangereux : on ne peut à la fois lutter pour la défense des libertés démocratiques et favoriser les arrestations arbitraires, les perquisitions, les inculpations, les condamnations. Face aux provocations policières, face à la répression sélective contre le mouvement révolutionnaire, tous les groupes révolutionnaires sans exclusive, sans esprit de boutique doivent s'unir, ils doivent également obliger le P.C.F. et ses organisations à accepter l'unité d'action, ils doivent empêcher que le P.C.F. adopte lui aussi, la politique de l'amalgame. Les vrais casseurs sont au gouvernement ! □

**tribune**  
socialiste

Directeur Politique  
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction  
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction  
Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette  
Claude Picart

Directeur de la Publication  
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré  
32 000 exemplaires

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi  
PARIS (15<sup>e</sup>)

Téléphone :

Administration : 783-19-20

Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE  
M.S.B. Conseil

28, rue des Petites-Ecuries  
PARIS-10<sup>e</sup> - Tél.: 824-67-85 87  
Com. Part. n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>.

## Bulletin d'adhésion au P.S.U.

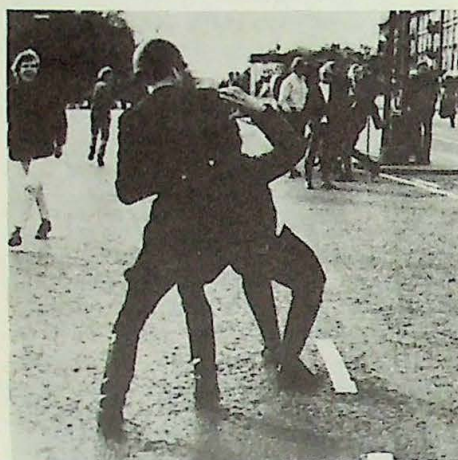
Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

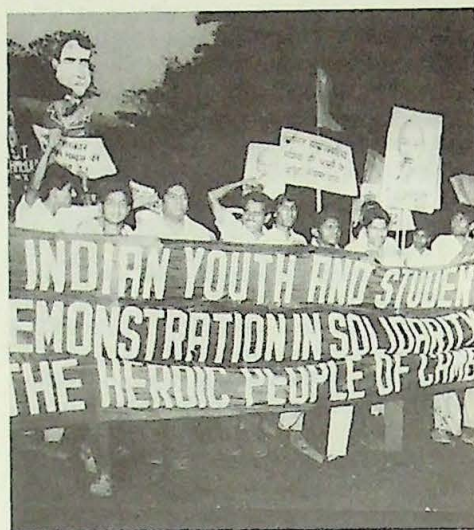
BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
81, RUE MADemoiselle, PARIS-15<sup>e</sup>



A Berlin



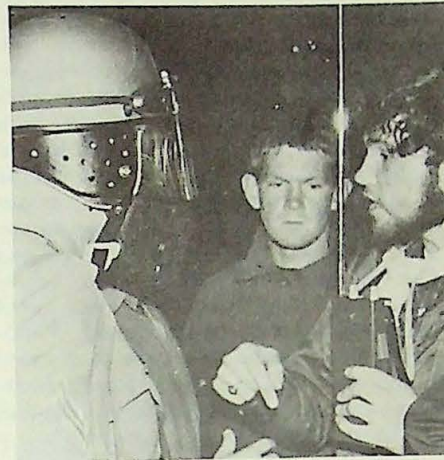
A Copenhague



A New-Delhi



A Calcutta



A Riverdale (U.S.A.)



A Londres

A.F.P.

## éditorial

# De l'Indochine à l'Internationale

Jean-Marie Vincent

L'intervention américaine au Laos, l'invasion du Cambodge ne signifient pas seulement l'extension de la guerre du Vietnam à toute l'Indochine, elles ne témoignent pas seulement de l'agressivité particulière de l'impérialisme américain. En réalité elles marquent une nouvelle étape de la crise du système impérialiste dans son ensemble.

La politique de « vietnamisation » de la guerre poursuivie depuis son entrée en fonction par Richard Nixon avait un objectif relativement clair : émietter peu à peu la résistance du peuple vietnamien en l'isolant de l'opinion internationale et américaine, en réorganisant le dispositif militaire américain (plus concentré, mais aussi plus mobile) et en modernisant encore un peu plus l'armée mercenaire de Saïgon. Le calcul était relativement habile, il consistait en quelque sorte à mettre le conflit vietnamien entre parenthèses et à le présenter comme un conflit local au fond marginal.

Toutefois les faits ont été plus forts que tous les plans. Le F.N.L. et les Vietnamiens se sont adaptés à cette tactique par une riposte militaire (maintien de l'insécurité pour les forces de l'impérialisme) et politique (érosion encore un peu plus poussée des assises du pouvoir fantôme de Thieu-Ky). On peut, bien entendu, dans l'analyse des raisons de l'extension de la guerre souligner la responsabilité personnelle de Nixon désireux de marquer un grand coup. Mais tout cela est secondaire, car, Nixon ou pas Nixon, la politique de « vietnamisation » était minée. Le flanc-garde laotien des Américains (régime de Souvanna Phouma) s'affaiblissait de plus en plus, et la neutralité cambodgienne tolérable tant qu'elle était le fait d'un pays stable et conservateur sur le plan social devenait un danger

direct pour les U.S.A. et Saïgon à partir du moment où elle était le fait d'un pays secoué par la guérilla paysanne avant même le coup d'État contre Sihanouk.

La « vietnamisation » avait ainsi des bases de plus en plus fragiles. La lutte des classes dans toute la région s'exacerbait sans que l'instrument politico-militaire à la disposition des Américains arrive véritablement à la contenir. En outre les progrès de la Chine Populaire en matière de fusées (lancement d'un satellite en avril) indiquaient que dans un avenir très proche une politique d'escalade et de représailles contre la République Démocratique du Vietnam pourrait se heurter à des difficultés majeures. La conclusion logique pour le Pentagone était donc de faire monter les enjeux immédiats et d'essayer de prendre ses adversaires de vitesse, d'où le coup d'État de Lon Nol, l'invasion du Cambodge et la suite.

On peut gager bien sûr, que Nixon et ses conseillers sont sincères lorsqu'ils affirment qu'ils veulent voir leurs troupes revenir à leur base avant le 30 juin 1970, mais c'est le genre de sincérité qui souhaite que l'adversaire soit assez gentil pour se laisser faire. Sans sous-estimer les difficultés que doivent rencontrer les combattants du F.N.L., du Pathet Lao et du Front Uni Khmer, rien ne permet de penser en fonction même de la mobilisation populaire qui est en train de s'opérer que les objectifs tactiques de Washington puissent être atteints. L'invasion du Cambodge devra se transformer en occupation prolongée et s'étendre vraisemblablement au Laos. En fait le conflit qui est déjà indochinois crée de plus en plus d'ondes de choc à l'échelle internationale dans la mesure où il ne paraît plus possible de limiter ses retombées (aggrava-

tion de la crise du système monétaire international, aggravation de la crise de la société américaine, crise du leadership américain).

De ce fait, c'est l'équilibre mondial qui est mis en question. La politique de « coexistence pacifique » des dirigeants soviétiques devient en particulier de moins en moins crédible. On peut, certes, leur faire confiance pour limiter au maximum leur aide au front commun des peuples indochinois (à quand la reconnaissance du gouvernement Sihanouk ?), mais ils ne pourront empêcher que ne se dessine en Asie une alliance Cambodge-Laos-Vietnam, Chine, Corée du Nord, sur laquelle leurs moyens de pression seront extrêmement limités (ce qui ne manquera pas d'avoir des répercussions sur le mouvement communiste international comme le montre déjà l'inquiétude des partis communistes européens). L'influence politique et idéologique des partisans de la souveraineté limitée à la Brejnev se trouvera ainsi réduite et par là même ils deviendront des partenaires moins intéressants pour les Américains dans la mesure où ils ont de plus en plus de mal à garantir le « statu quo ».

Cette situation fait clairement ressortir le caractère international de tout processus révolutionnaire, mais en même temps elle fait ressortir aussi l'absence d'une véritable coordination des forces révolutionnaires. La crise de l'impérialisme atteint un nouveau sommet sans que le cloisonnement régional des forces anti-impérialistes soit dépassé, sans que la solidarité avec ceux qui affrontent le plus directement l'impérialisme soit consciemment organisée. A sa façon l'invasion du Cambodge pose tout le problème de l'internationalisme prolétarien. □

# Le P.C.F., le derrière entre deux chaises

Pierre Gautier

Dans l'« Humanité » du 5 mai dernier Jean Kanapa a été chargé d'une tâche difficile : défendre l'attitude adoptée par la C.G.T. et le parti communiste lors des manifestations du 1<sup>er</sup> Mai. Pour parvenir à justifier le véritable traquenard que certains éléments du service d'ordre de la C.G.T. ont tenté de tendre au cortège U.N.E.F. à Paris, il a été conduit inévitablement à broder quelque peu sur les faits. Où a-t-il vu par exemple que les participants politiques ou syndicaux du défilé se soient engagés à mettre en avant les mêmes mots d'ordre que la C.G.T. ou le P.C.F. ? Ni la C.F.D.T., ni la F.E.N., pour parler d'autres organisations que le P.S.U. ne l'avaient entendu de cette oreille et l'ont rappelé avec netteté lorsque les polémiques ont éclaté. Par ailleurs il est tout à fait inexact d'affirmer que les groupes dits gauchistes lancèrent à la fin de la manifestation « le slogan provocateur de dislocation-trahison ». En plein accord avec les dirigeants du P.S.U. et de l'U.N.E.F., ils firent disperser le plus rapidement possible les manifestants afin d'éviter les chocs avec la police (tous les témoignages sont concordants sur ce point).

Mais laissons de côté ces mises au point, malheureusement nécessaires, pour aborder les problèmes de fond. Jean Kanapa reproche au P.S.U. de jouer double jeu, de chercher d'un côté les actions unies avec lui et de tenter le débordement de ces actions avec l'aide « de groupements provocateurs ». Quelle curieuse façon de présenter une politique dont il n'ignore pourtant pas les tenants et les aboutissants. Il sait très bien que notre parti se refuse à qualifier, en général et indistinctement, de provocateurs les groupes de gauche qui critiquent le P.C.F. Pour le P.S.U. la

provocation doit être définie en fonction d'actions et d'actes précis, et non à partir des désaccords politiques ou des condamnations que l'on porte sur des orientations. Le fait que les groupes puissent choisir à tel ou tel moment des modalités d'intervention, des mots d'ordre qui les isolent parfois des masses, n'empêche pas que depuis mai 1968 ils expriment, bien ou mal, les aspirations révolutionnaires de nombreux jeunes, étudiants ou ouvriers, que le P.C.F. lui n'a pas su canaliser. Il est donc normal pour ne pas dire indispensable qu'un parti socialiste et révolutionnaire, tel que veut l'être le P.S.U. se préoccupe d'intégrer à des actions de masse tous ceux, membres ou non des groupes d'extrême-gauche qui veulent un combat conséquent contre la bourgeoisie.

C'est pourquoi nous devons dire très clairement au P.C.F. que nous ne sommes pas pour la politique du cordon sanitaire qui consiste à créer une catégorie de pestiférés, « les gauchistes », qu'il s'agit de tenir à tout prix à l'écart en se réjouissant au besoin de la répression qui s'abat sur eux. En effet, cette politique ne peut qu'aller à l'encontre de l'objectif souvent proclamé par le P.C.F. : détourner de l'aventurisme (qu'il ne faudrait d'ailleurs pas caractériser comme tout ce qui sort de la légalité bourgeoise), détourner d'actes de désespoir ceux qui ne sont pas encadrés par les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Pour notre part nous nous en tenons aux thèses du 4<sup>e</sup> congrès (1922) de l'Internationale communiste : « Par unité du front prolétarien, il faut entendre l'unité de tous les travailleurs désireux de combattre le capitalisme, y compris par conséquent les ouvriers qui suivent encore les anarchistes et les syndicalistes (anar-

cho-syndicalistes). Dans divers pays, ces éléments peuvent utilement s'associer aux actions révolutionnaires. Dès ses débuts, l'Internationale communiste a toujours préconisé une attitude amicale à l'égard de ces éléments ouvriers qui surmontent progressivement leurs préjugés et adhèrent peu à peu au communisme. Les communistes devront dorénavant leur accorder d'autant plus d'attention que le front unique contre le capitalisme est en voie de réalisation ». Ajoutons-y simplement que les groupes d'aujourd'hui sont beaucoup plus proches des conceptions marxistes que ne pouvaient l'être les anarchistes du début du siècle.

Nous voudrions, en outre, faire comprendre à nos camarades communistes que l'unité n'est pas, ne peut pas être la recherche du plus petit commun dénominateur qui, effectivement, ne peut aboutir qu'à l'immobilisme. Elle suppose en réalité l'affrontement d'orientations diverses, leur mise à l'épreuve des faits. En l'occurrence, la lutte contre la loi scélérate peut être conçue de deux façons : ou bien comme Alain Savary et le parti socialiste on déclare que les lois existantes sont suffisantes pour frapper les « casseurs » et on invite la majorité gouvernementale à la modération : ou bien on dénonce le sens politique global de la répression et l'on cherche à mobiliser les masses pour infliger un échec majeur au régime qui s'est mis à découvrir avec sa loi scélérate d'exception. Or, il nous paraît évident que le P.C.F. n'a pas voulu choisir entre ces deux voies et même qu'il essaye de les pratiquer toutes les deux à la fois. L'attitude qui consiste à condamner en bloc les « gauchistes » et non des actions précises en faisant au passage quelques clins

d'œil en direction du gouvernement, tout en accréditant la psychose des « hommes d'ordre » (c'est l'anarchie qui menace) va dans le premier sens. La condamnation sans équivoque de la loi scélérate comme visant tout le mouvement ouvrier va dans l'autre sens. La conséquence de cette valse-hésitation de l'organisation majoritaire du mouvement ouvrier français est que l'action contre la loi scélérate reste en deçà des possibilités. La mobilisation du 1<sup>er</sup> Mai n'a pas donné tous les résultats qu'on pouvait en espérer, parce que, bien évidemment, beaucoup de travailleurs n'ont pas été convaincus. D'un côté on leur disait de combattre les « casseurs », de l'autre côté on leur demandait de combattre la loi dite « anti-casseurs ». Ils n'ont pas compris et ne comprennent toujours pas.

A rester ainsi assis entre deux chaises, on cumule les inconvénients. Le P.C.F. ne donne-t-il pas l'impression à une partie importante de l'opinion populaire que la crainte du « gauchisme » entrave ses mouvements, ôte de la vigueur à son action ? N'est-ce pas là un cadeau consenti à notre bourgeoisie qui a bien besoin de succès en ce moment. Nous ne nous réjouissons pas d'une telle situation qui confine à l'absurde. Nous disons au contraire à nos camarades communistes qu'il devient urgent de la surmonter et cela dans les plus brefs délais. Qu'ils ne s'étonnent donc pas de nous voir revenir sans cesse à la charge. Pour nous il ne s'agit pas de jouer les courtiers entre « gauchistes » et P.C.F., ce qui ne mènerait nulle part, il s'agit tout simplement de défendre les intérêts du mouvement ouvrier tout entier et de faciliter sa marche vers l'unité.

## Danger, police !

Le 26 avril 1970, les dépêches d'agence annonçaient qu'un attentat avait eu lieu contre l'imprimerie du « Parisien Libéré » et de la « Nation ». Les gardiens de l'immeuble ne purent rien tenter, ni rien empêcher. Mais schéma classique de la provocation policière (il suffit de lire le compte rendu du procès dans « Le Monde »), la police trouva tout de suite les présumés coupables. Parfois assez loin du lieu de l'action (au métro Charonne) et même sous les traits de promeneurs paisibles près de Strasbourg-St-Denis. Il s'agissait évidemment d'un traquenard opportunément organisé pour frapper des militants imprudents. Mais cette affaire ne s'arrête pas là. L'un

des interpellés, Jean-Paul Xiberas, étudiant à Vincennes, se retrouva dans un triste état après avoir passé quelques temps dans les locaux officiels. Selon le certificat d'un radiologue, le docteur Krakowski, il présentait « une fissure de l'écaïlle temporale gauche, s'étendant sur 2 cm et un aspect particulier de l'apophyse clinéoïde postérieure paraissant ébréchée au milieu de sa convexité externe ».

En outre d'après un autre certificat Jean-Paul Xiberas présente une perforation sèche du tympan gauche.

Décidément nous vivons dans un régime bien policé. Jean-Paul Xiberas a porté plainte. On est curieux de voir la suite. □

### Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15<sup>e</sup>

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

#### VOUS PROPOSE

##### ● Liste N° 4

— La nouvelle classe ouvrière, S. MALLET .....	6,50 F
— Réforme et révolution, A. GORZ .....	6,50 F
— Questions de politique nationale, LENINE .....	3,20 F
— Mon témoignage, MARTCHENKO .....	21,00 F
— L'empire américain, C. JULIEN .....	25,00 F
— La réponse socialiste au défi américain, E. MANDEL .....	8,90 F
— La réduction du temps de travail, enjeu de la lutte sociale, J.-L. BODIGUEL .....	26,00 F
— Le droit à la ville, H. LEFEBVRE .....	15,00 F

Prix réel : ..... 112,10 F

Notre proposition : 100 francs franco

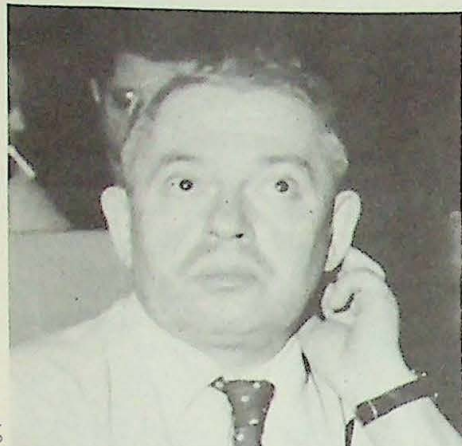
Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE  
54, boulevard Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

# luttones ouvrières

## Le 35<sup>ème</sup> Congrès de la C.F.D.T.

Jacques Ferlus



André Jeanson



Eugène Descamps



Edmond Maire



A.F.P.

Lorsque le vieux militant de la C.F.D.T. (et avant de la C.F.T.C.) monte à la tribune du congrès et qu'il parle de la Confédération, il dit : « la maison ». C'est un signe. Mais aujourd'hui la famille a grandi, et si la maison n'est pas devenue trop petite, les enfants terribles y tiennent une place de plus en plus grande. Ces enfants terribles ont fait pas mal de bruit tout au long du 35<sup>ème</sup> congrès qui vient de se tenir à Issy-les-Moulineaux.

On savait que les débats seraient très ouverts, mais ceux qui s'attendaient à voir la deuxième confédération ouvrière française s'engager dans une voie résolument nouvelle seront déçus.

De même que ceux qui espéraient encore la voir faire machine arrière. La C.F.D.T. a démontré une nouvelle fois son dynamisme, le sérieux de ses militants, l'honnêteté de ses analyses, la démocratie de ses affrontements et... la permanence de ses ambiguïtés. Toutefois il serait fort mal venu de dire qu'il n'est rien sorti de ces assises.

### Eugène Descamps : un accord unanime

Eugène Descamps avait la lourde responsabilité de présenter le rapport de trois ans d'activité. Les points positifs y étaient nombreux et le comportement de la centrale au cours des événements de 1968 n'était pas parmi les moindres. Mais les congrès ont une tendance naturelle à critiquer les erreurs plutôt que de se réjouir des réussites et le secrétaire général a dû employer tout son talent pour justifier l'attitude de la C.F.D.T. au

moment de l'élection présidentielle et faire avaliser, ou plutôt excuser, les signatures de certaines fédérations au bas de quelques contrats de progrès.

L'appel indirect à soutenir la candidature Poher visait, selon Eugène Descamps, « à faire échec à ce que représentait le candidat Pompidou pour les travailleurs par rapport à la démocratie ». Les remous de la salle montrèrent que le congrès n'était pas unanime sur ce point.

Sur les contrats de progrès le secrétaire général renvoie la balle aux intéressés au nom de la démocratie confédérale qui veut que chaque fédération soit seule responsable de ses actes. Même si par la suite il affirme que « ces contrats ne sont pas une garantie de paix sociale et qu'ils doivent être appréciés en fonction de ce qu'ils apportent et du développement de l'action syndicale qu'ils permettent », il n'en aura pas moins empêché le congrès d'avoir un véritable débat de fond sur ce problème et de prendre une orientation valable.

Obtenant sur son rapport 92 % des mandats, Eugène Descamps faisait la démonstration de sa connaissance des troupes cégétistes. Sa prise de position sur le Vietnam — retrait des troupes américaines alors que jusque là la C.F.D.T. était moins explicite — lui a rallié quelques contestataires. Sa critique des « catéchismes révolutionnaires » a sécurisé les vieux militants.

### André Jeanson : habile et rassurant

André Jeanson, dernier président de la C.F.D.T., avait la tâche plus difficile. Son rapport « Perspectives et stratégie », discuté depuis des mois dans les syndicats et les fédérations, et, au-delà, le texte d'orientation constituaient le nœud de ce congrès.

Jeanson est un homme habile et rassurant. C'est du fond du cœur et avec flamme qu'il a dénoncé la société capitaliste, rejeté la dictature, prôné la liberté, revendiqué un syndicalisme fort, défendu l'unité d'action. Mais c'est seulement du bout des lèvres qu'il a reconnu la lutte de classes, qu'il s'est réclamé d'un marxisme « retrouvant son humanisme originel », qu'il a accepté la présence des partis politiques dans l'entreprise. Et le président a donné à la centrale la lourde charge d'inventer une nouvelle forme de socialisme.

La longue discussion de ce rapport, plus d'une journée, a montré la C.F.D.T. sous son vrai jour : des militants sérieux, responsables, ayant une forte expérience du combat syndical ; d'autres militants plus avancés dans la perspective socialiste, révolutionnaires selon les uns, gauchistes selon les autres, mais en tout cas combatifs et manquant, hélas ! d'arguments concrets et d'expérience.

De nombreuses interventions sur le rapport Jeanson manquaient de sérieux dans l'analyse. Quand on veut une transformation radicale de la société il faut savoir en démontrer la nécessité par une argumentation solide qui ne peut se réduire à quelques citations par-ci, ou quelques expériences de lutte par-là. Le besoin d'une formation théorique des militants est apparu nettement à ce congrès. C'est un objectif important que devrait se donner la centrale. Mais comment sera-t-il accepté par une base déjà surchargée par l'action concrète et l'étude des problèmes techniques de l'entreprise et de la défense des travailleurs ?

### Fred Krumnow : le courant révolutionnaire

Un homme a émergé de ce débat : Hubert Lesire-Ogrel, de la fédération du livre-papier-carton. Il a argumenté la nécessité d'une stratégie de lutte de classes plus explicite, plus combative que dans le rapport de Jeanson. Définir quels vont être les moyens de lutte d'une telle stratégie, c'est le problème qu'il pose. Hubert Lesire-Ogrel, candidat au Bureau National, n'a pas été élu par le congrès.

C'est toutefois sur le texte d'orientation que le congrès a connu son meilleur moment. Le texte confédéral proposé reprenait les éléments du rapport « Perspectives et stratégie » et en particulier « les trois piliers » (planification démocratique, autogestion, appropriation collective des moyens de production) et faisait l'objet de 120 demandes d'amendement. Mais avant de le discuter le congrès devait se prononcer sur deux contre-propositions.

La première émanait des Pays de Loire, du S.G.E.N. et de l'Union Régionale Parisienne, elle apparaissait comme étant en nette régression par rapport au texte confédéral. Reprenant les idées de Gilbert Declercq sur la planification démocratique, ce texte préconisait une « stratégie technique-révolutionnaire » pour l'instaurer.

ration d'une société démocratique de caractère socialiste ». Du réformisme selon nous.

Le deuxième texte, présenté par la fédération habillement-cuir-textile (**Hacuitex**) était généralement considéré comme le texte « gauchiste ». En le défendant brillamment et habilement à la tribune, Alfred Krumnow démontra que cette étiquette avait été attribuée un peu rapidement. Pour Krumnow, être révolutionnaire n'est pas une démarche intellectuelle mais une condition objective face à la surexploitation des travailleurs. « Nous portons douloureusement notre révolte », dit-il. La proposition qu'il défend prend elle aussi comme perspectives les trois présentées par Jeanson, mais elle préconise une puissante stratégie de lutte dans les entreprises, la mobilisation des travailleurs sur de puissantes actions interprofession-

nelles (enseignement, emploi, cadre de vie...) et le rassemblement dans ces actions de toutes les forces se revendiquant de la lutte de classes.

Par son intervention Fred Krumnow venait d'ébranler le congrès et on ne cachait pas dans les couloirs qu'il aurait peut-être pu le retourner si son texte était arrivé plus tôt dans les fédérations et si les militants avaient eu le temps d'en discuter. Comme les autres, André Jeanson resta un moment désemparé. Il chercha un instant sa réponse à un texte qu'il valait mieux ne pas combattre par le fond. Maladroitemment il le dénonça comme ouvriériste et fut conduit à dire : « Un syndicalisme de masse ne peut pas être un syndicalisme révolutionnaire. » La C.F.D.T., après avoir perdu son président, venait de perdre André Jeanson. Mais celui-ci avait tout de même

remporté une victoire : le texte Hacuitex était rejeté par le congrès (14 500 voix contre, 5 500 pour).

### Edmond Maire : assurer l'avenir

Quoi qu'il en soit, Fred Krumnow, qui entre à la commission exécutive (ex-Bureau confédéral), est apparu comme l'homme de ce 35<sup>e</sup> congrès, alors qu'on attendait Edmond Maire. Celui-ci a volontairement tenu un rôle effacé dans le congrès, préférant sans doute préparer l'avenir.

Pour Krumnow, la tâche sera ardue. A l'intérieur de la direction confédérale il aura à peser et à travailler pour que les décisions et les actions ne bloquent pas le dynamisme des courants révolutionnaires en entraînant leur opposition. Pour ces derniers, Fred

Krumnow est une chance qu'il vaudrait mieux ne pas laisser passer. Il peut promouvoir un développement de la réflexion théorique qui fait tant défaut et permettre le rassemblement de toutes les petites tendances qui existent et qui gagneraient, du moins pour la plupart, à faire preuve d'un peu moins d'activisme et d'agitation ainsi que de beaucoup plus de sérieux.

Malgré ses imperfections et ses quelques erreurs, ce congrès est une étape importante pour la C.F.D.T. et le mouvement ouvrier français. Le choix socialiste qui y a été fait, la stratégie de lutte de classes reconnue et préconisée font que dès cette semaine, dans l'entreprise comme dans les luttes plus larges, le rapport de forces entre les diverses organisations ouvrières n'est plus tout à fait le même. Les unes et les autres sauront-elles en tenir compte ? □

## Travailleurs étrangers, travailleurs français, solidaires

Bernard Sizaire

Dimanche matin, malgré la pluie, malgré l'heure, malgré le sabotage systématique du PCF qui donna l'ordre de recouvrir toutes les affiches annonçant notre réunion, plus de 500 personnes se sont rassemblées dans un cinéma du boulevard Barbès pour assister à la projection du n° 6 de **Certifié exact**, consacré aux travailleurs immigrés. Le film aide sans doute à mieux comprendre le problème de ces travailleurs qui représentent actuellement plus du tiers de la classe ouvrière et pourrait servir à rompre l'isolement dont ils sont souvent victimes. Cependant, comme l'a signalé Michel Rocard qui animait le débat, les images restaient parfois en dessous de la réalité.

En effet, il existe dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de nombreux cas d'entassement concentrationnaire.

Des travailleurs sénégalais en ayant fait la demande, une délégation de notre parti, conduite par le secrétaire national, s'est rendue après le meeting, rue des Poissonniers. Nous y avons trouvé un petit immeuble pompeusement baptisé « Grand Hôtel du Cantal ». Trente-deux travailleurs d'origine sénégalaise y vivent dans huit chambres. Ils payent chacun 70 F par mois (ce qui représente plus du dixième de leur salaire) pour dormir dans des lits superposés. Depuis 1963, le propriétaire empêche ainsi mensuellement 2.240 F.

Mais laissons parler le responsable de ces travailleurs :



« En 1966, les propriétaires décidèrent de rénover notre cuisine commune. Pendant les travaux, nous avons été obligés de préparer nos repas dans la cour, sous la pluie et parfois dans l'obscurité. La cuisine est maintenant achevée mais on nous en interdit l'usage. Nous continuons donc à faire la cuisine là où les chiens refuse-

raient de vivre. Voici maintenant les W.-C. sans eau. Lorsqu'un de nos camarades est malade, et dans de telles conditions cela arrive souvent, les propriétaires mettent le lit à la cave et continuent d'encaisser le loyer. Par contre, quand le camarade revient, il est informé qu'il n'y a plus de place. Ceux qui protestent sont menacés d'expul-

sion, parfois les mesures d'intimidation prennent un aspect plus révoltant (on nous a parlé de la visite de faux policiers). »

Notre discussion fut malheureusement interrompue par l'arrivée du propriétaire qui nous expulsa en nous révélant que « seule la police avait le droit d'entrer ici ». Paroles significatives, qui nous encouragent à poursuivre notre action et à concrétiser la solidarité de classe qui nous lie à tous les travailleurs immigrés.

A la fin du meeting, Michel Rocard a d'ailleurs rappelé les deux axes de notre lutte dans ce domaine :

1. — Dans les entreprises, nos camarades doivent lutter pour l'égalité des salaires et pour l'obtention de droits syndicaux et sociaux pour tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité.

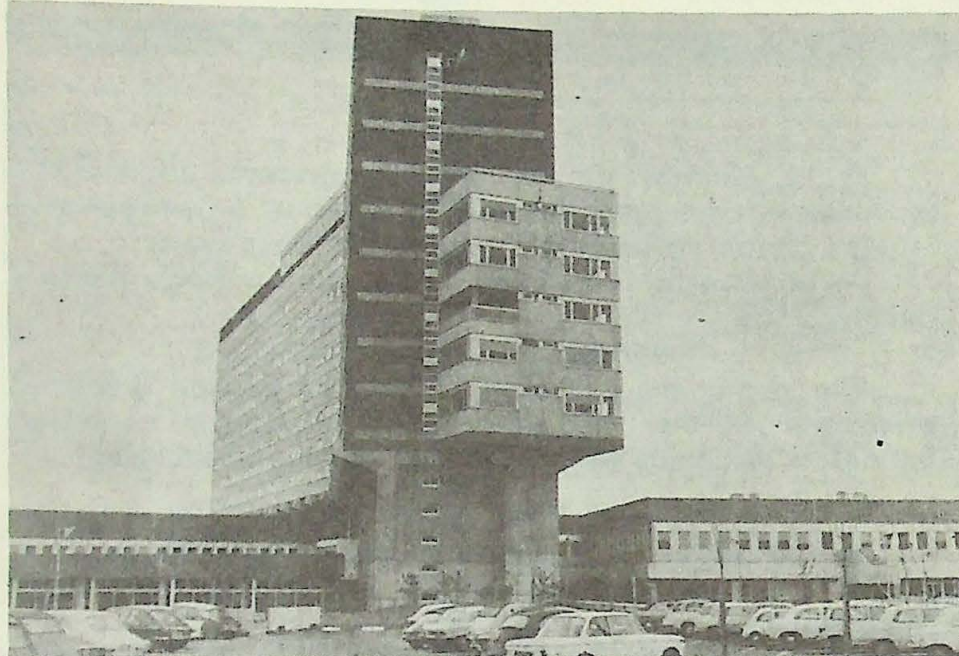
2. — A l'extérieur, en liaison avec les organisations de travailleurs étrangers, nous devons entreprendre des actions communes, notamment en matière de logement, destinées à éliminer les « marchands de sommeil » et à exercer une surveillance active des foyers.

Le premier mérite de cette réunion a été de démontrer qu'il était possible de rompre le ghetto dans lequel sont enfermés nos camarades étrangers. Le second fut de prouver que travailleurs français et travailleurs étrangers ont un ennemi commun : les exploitateurs. □



Les auteurs protestent contre l'affiliation à une caisse de retraite.

A.D.N.P.



Le nouvel hôpital de Lyon-Bron



Le docteur Savy, président de la commission des prestations sociales du VI<sup>e</sup> Plan

# Quelle sécurité sociale ?

Michel Camouis

Les travaux préparatoires au VI<sup>e</sup> Plan remettent le problème de la Sécurité sociale à l'ordre du jour. Le rapport **Bordaz** dont le principal objet est le déficit de l'institution suscite de nombreux commentaires de la part de la presse. Deux types de problèmes retiennent l'attention :

## Une assurance tous risques

- Les problèmes financiers ;
- La gestion du système.

La notion de déficit revient comme un leitmotiv depuis 1967, et elle semble être acceptée par tous jusqu'au PCF, qui s'il en conteste l'existence par la théorie des charges indues (1), ne semble pas gêné par l'application de ce concept aux problèmes de Sécurité sociale.

Or, le déficit, concept libéral spécifique à l'entreprise capitaliste, est tout à fait étranger à la Sécurité

Sociale privilégiant délibérément un besoin qui de toute évidence ne serait pas satisfait dans le cadre du marché. Cette remarque a le mérite de nous éclairer sur la contradiction majeure du système que **F. Sellier** met en évidence lorsqu'il écrit dans *Le Monde* :

« L'assurance maladie obligatoire introduit une distorsion systématique au profit d'une activité particulière par des moyens extérieurs au jeu du marché... C'est là du point de vue de la libre entreprise **une grave dysfonction.** »

C'est par l'analyse de cette contradiction que nous pouvons examiner le problème réel de l'augmentation forcenée des dépenses de santé. Il apparaît clairement que l'assurance maladie sert au moins autant à financer un système archaïque et marchand de distribution et à assurer aux trusts pharmaceutiques des super-profits plutôt qu'à concrétiser une politique de santé dont on ne parvient pas à saisir les contours.

## Du système de distribution... aux trusts pharmaceutiques

On voit mal comment le système libéral aurait pu échapper à une crise de rentabilité sans la protection de l'assurance « Sécurité sociale ».

De quel contrôle les caisses disposent-elles sur le secteur privé pour empêcher par exemple que des dispensaires bidons se fassent rembourser des factures énormes par le canal du tiers payant ?

On peut rappeler également la déclaration du président du conseil de la Caisse Nationale d'assurance maladie :

« Le capitalisme des entrepreneurs de clinique ne doit plus être le bénéficiaire scandaleux de l'indigence des hôpitaux publics et des charges qu'ils assument, c'est-à-dire que la Sécurité sociale et les travailleurs supportent. »

La situation est pour eux tout bonnement inespérée. Quelle au-

baine pour un trust qu'une demande infiniment solvable, l'assurance maladie étant le garant du client.

A l'examen des résultats obtenus par deux géants de ce secteur, il apparaît clairement combien ils tirent profit de cette situation.

La progression des bénéfices patronaux avoués (en millions de francs) a été pour Roussel Uclaf de 12,9 au 1<sup>er</sup> semestre 68, à 15,9 au 1<sup>er</sup> semestre 69 (+ 23 %). Pour Rhône-Poulenc, les mêmes chiffres donnent en 1968 45,2 et 56,4 en 1969 (+ 24,7 %).

Rhône-Poulenc, absorbe totalement Progil et prend le contrôle de Pechiney St-Gobain et de Naphtachimie.

## A qui profite la Sécurité sociale ?

Quelles sont les mesures proposées dans le rapport Bordaz ?

- Déplafonnement partiel des cotisations ;
- Transfert des excédents du régime des prestations familiales aux retraites ;

● Financement par l'Etat de certaines charges (allocation logement, fonds national de solidarité) ;

● Plus ou moins 4 milliards d'économie dans la gestion du secteur médical.

Malgré le constat de l'échec des ordonnances de 1967, malgré les déclarations de principe comme quoi il n'était plus question de replâtrage, il s'agit toujours ici du même truc comptable : on rogne sur les dépenses et on augmente les recettes. Le seul résultat sera une pauvreté accrue des hôpitaux publics et des charges plus importantes pour les travailleurs.

C'est une vérité dont l'évidence apparaîtra plus clairement à mesure que le capitalisme rencontre

ra des difficultés plus grandes à résoudre ses contradictions.

**Pour leur Sécurité Sociale, aujourd'hui plus que jamais, les travailleurs devront lutter au « pied à pied » contre les exploiters.**

Sur ce problème, il y a matière à débat avec les militants du PCF qui préconisent une réforme globale de l'institution aboutissant à la gestion par les représentants des travailleurs. Il s'agit bien là d'une revendication de gestion ouvrière en régime capitaliste.

Nous renvoyons donc le PCF à ses justes remarques sur le fond essentiellement réformiste de la théorie de la conquête de pouvoirs partiels et sur les illusions à créer des « îlots socialistes » en régime capitaliste.

## Les luttes à mener

Trois objectifs de lutte à prendre en charge par les militants du parti :

● Dénoncer les conditions de vie des « laissés-pour-compte » de la société capitaliste. C'est-à-dire ceux dont la force de travail n'est plus réparable : vieillards, inadaptés, handicapés ;

● Nationalisation du secteur de la production pharmaceutique et lutte pour le contrôle ouvrier ;

● Lutte contre les licenciements (contrôle). En effet, les experts du VI<sup>e</sup> Plan prévoient pour les années à venir « un équilibre plus difficile à réaliser ».

Il convient de signaler le caractère exemplaire des luttes menées par les groupes « santé » qui commencent à s'organiser au sein du Parti :

● Lutte en médecine contre la sélection organisée par la caste médicale et le pouvoir ;

● Grève de la Sécurité sociale et « gestion ouvrière » ;

● Grève à l'hôpital de Créteil, H. Mondaure, en assurant le service des soins gratuitement.

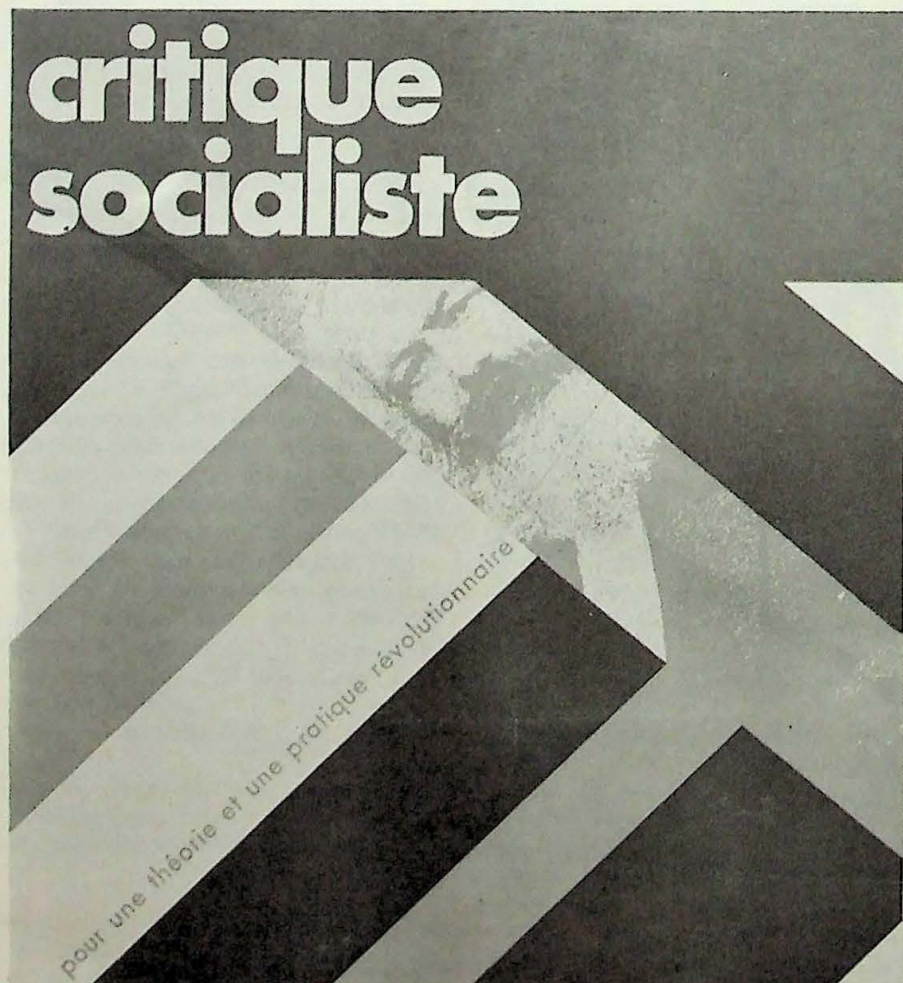
(1) Théorie des charges indues : certaines dépenses, comme la Recherche et l'enseignement à l'hôpital, le Fonds national de Solidarité sont prises en charge à tort par l'assurance maladie et sont à l'origine du « déficit ».

# Conférence nationale des sections et groupes d'entreprises du P.S.U.

les 30 et 31 mai 1970

au Centre administratif

Place de la Mairie - Colombes (92)



Revue théorique du Parti Socialiste Unifié. Le N° 1, mars-avril 70, vient de paraître. En vente à « Editions Syros », 54, boulevard Garibaldi, Paris. C.C.P. 19.706.28.

● L'exemplaire : 5,00 F.  
● Abonnement : 6 numéros 24,00 F.

## Ordre du jour

— Le contrôle ouvrier dans la stratégie du P.S.U. (combinaison des luttes internes et externes à l'entreprise, attaque contre l'organisation capitaliste du travail) ;

— La plate-forme politique dans chaque branche d'industrie.

## Préparation de la conférence

Elle se fait dans chaque section ou groupe d'entreprise à partir d'une enquête politique pour le contrôle ouvrier et de textes préparatoires pour les branches.

## Matériel pour aider à cette préparation

- « Directives » n° 185 pour l'enquête politique ;
- « Courrier des entreprises » n° 8 pour les textes de branches ;
- Brochure du P.S.U. « Contrôle ouvrier » (à commander boulevard Garibaldi).

## Détails pratiques

Début de la conférence à 9 h ; des billets S.N.C.F. congés sont disponibles. Ecrire au « Collectif de préparation de la Conférence », 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).

CHANSONS POUR LE

# VIET - NAM

Pourquoi chanter la lutte du peuple vietnamien ? On a l'habitude de considérer que chanter est futile et que cela éloigne des questions les plus brûlantes de notre époque. Il est vrai qu'aujourd'hui une grande partie de la chanson commercialisée n'a que de lointains rapports avec le monde dans lequel nous vivons.

Mais il est un autre courant, celui de la chanson politique, moyen de combat et encouragement à l'action pour le mouvement ouvrier. C'est à ce courant qu'appartiennent les « Chansons pour le Vietnam » composées par Jean Baumgarten et chantées par Simone Bartel.

Comme l'écrit l'A.F.P.  
Fille du Viet-Nam  
Jim and John  
L'assistance américaine  
par  
**SIMONE BARTEL**

**tribune**

45  
●  
tours

Commandes à TRIBUNE SOCIALISTE  
54, boulevard Garibaldi — Paris 15  
C.C.P. 58 26 65  
Prix de vente ..... 8 F  
Pour les sections (à partir de dix exemplaires) ..... 6,50 F



# Rapport introductif aux travaux du Conseil national de juin 1970

# C 3

série conseils et congrès

## La stratégie du parti

Depuis deux ans, les interventions du Parti se sont développées sur de nombreux fronts de lutte. Notre ligne a été définie et approfondie par ses instances nationales : Congrès, Conseils, Rencontres de secteurs. La réalité des situations nous a amenés à des formes d'action adaptées selon les secteurs : secteur paysan, secteur étudiant ou secteur ouvrier par exemple. En outre, la situation politique d'ensemble a évolué très vite pendant ces deux ans, ce qui a provoqué un changement dans nos relations avec un certain nombre d'organisations, et d'abord avec le Parti Communiste Français.

Au moment où un Conseil National va nous permettre de préciser les orientations sur deux points essentiels, le contrôle ouvrier et la campagne sur le cadre de vie

et aussi de définir la tactique du Parti pour les élections municipales, il a semblé au Bureau National qu'il serait utile de présenter dans un document synthétique, constitué par le présent rapport, un rappel de notre analyse de la situation, de la stratégie du Parti, de l'application de cette stratégie sur les différents fronts et des difficultés qu'elle rencontre.

Ce document n'est donc pas l'objet de la délibération du Conseil National, sauf le cas où les camarades considéreraient que l'orientation donnée au Congrès de Dijon n'a pas été correctement appliquée. Il est simplement la présentation par le Bureau National de l'ensemble des éléments formant la stratégie du Parti, tels qu'ils ont été votés par les congrès et conseils, Direction Politique Nationale ou Bureau lui-

même, et l'explication de la pratique suivie pour appliquer ces décisions, même dans les cas où des changements importants sont intervenus.

Le travail novateur du Conseil National se fera, sur le contrôle ouvrier, sur le cadre de vie, sur les élections municipales et bien sûr dans la résolution politique générale, à partir des réflexions des groupes et sections et selon les formes d'élaboration que suggère la « note de procédure sur la préparation du Conseil National ».

Ce rapport comprend deux parties :

- l'analyse de la situation politique présente ;
- la présentation de la stratégie du P.S.U.

## La situation politique

### La montée des luttes

Le trait le plus caractéristique de la période présente par rapport aux premières années du gaullisme est le durcissement des luttes sociales.

Depuis la prise de conscience soudaine et l'explosion de Mai 68, cette étape nouvelle de la situation a pris les formes suivantes :

- maintien d'une forte combativité ouvrière, sensible surtout sur les problèmes de conditions de travail.
- multiplication de luttes largement suivies, mais limitées à telle entreprise ou à telle catégorie de travailleurs, à partir de mots d'ordre qualitatifs correspondant avec précision à la situation de l'entreprise,

- difficulté d'unifier ces luttes sur des mots d'ordre globaux et, depuis la grève manquée de l'E.D.F. et l'offensive gouvernementale sur les contrats de progrès, pause dans le développement du mouvement,
- depuis Mai 68, on enregistre une extension de la crise sociale à d'autres secteurs où des luttes s'engagent sans que leurs perspectives soient politiquement toujours très claires : paysans, commerçants,
- enfin, dans les secteurs moins directement liés à la production, et plus au financement d'Etat, progression d'une crise rampante aux niveaux d'acuité très différents, mais sans perspective de solution dans l'Education Nationale aussi bien que dans la recherche scientifique ou la santé.

### Le capitalisme est-il acculé à la crise ?

Toutes ces situations de luttes et de crises sectorielles traduisent un approfondissement des contradictions au sein desquelles se débat le capitalisme français. Rappelées dans les thèses, les raisons n'ont rien perdu de leur acuité depuis, au contraire :

- l'ouverture de plus en plus large des frontières oblige le capitalisme français à s'adapter très vite à une concurrence internationale à laquelle il est peu préparé ;
- cette mutation très rapide est mal supportée par les éléments archaïques du capitalisme français, qu'il s'agisse de certaines grandes entreprises soit publiques, soit privées, qui vivaient grâce à une protection efficace, ou qu'il s'agisse surtout de petites et moyennes entreprises archéocapitalistes dans bien des cas, et incapables

- de parvenir aux taux modernes de productivité (agriculture, distribution, bâtiment, cuirs et peaux, textiles naturels, confection et dans une certaine mesure mécanique...);
- cela aggrave l'importance et la fréquence des arbitrages économiques et sociaux que doit rendre l'Etat, chargé par le capitalisme de régler ses contradictions internes. Mais la tradition jacobine de l'Etat français se prête mal à cette évolution : centralisée pour des raisons de police générale, mais non d'intervention économique détaillée, il est complètement engorgé, voire paralysé par la multiplicité des tâches nouvelles qui lui incombent pour le compte de la classe dirigeante et qu'il ne peut déléguer puisqu'il a fait dépérir toutes les collectivités décentralisées ;
- enfin, ce besoin d'intervention accru

adressé à un Etat apoplectique par des secteurs capitalistes impuissants à résoudre par eux-mêmes leurs contradictions se produit à une époque où précisément l'Etat national est une forme de moins en moins adaptée aux problèmes réels du capitalisme avancé.

Ses instruments d'intervention sont d'une inefficacité croissante devant les moyens des grandes firmes multinationales qui, aujourd'hui, détiennent la réalité du pouvoir. Nos sociétés d'aujourd'hui sont de plus en plus modelées par les grandes entreprises dont le modèle d'organisation, les formes de commandement et les sécrétions idéologiques tendent à régir progressivement non seulement les usines, mais la société tout entière. Ce processus échappe totalement au contrôle des Etats, alors que ses conséquences sociales multiplient les occasions de recours à ces Etats pourtant incapables d'arbitrer puisque ne contrôlant pas la réalité actuelle du pouvoir.

Mais l'examen du niveau actuel de ces contradictions ne conduit pas à la perspective d'une crise majeure dans l'immédiat. En effet, ces contradictions atteignent moins directement la société capitaliste dans son fonctionnement économique, que dans son équilibre social. Elles aboutissent à une multiplication des conflits sectoriels, à une aggravation du désordre. Elles ne peuvent provoquer une mise en question du régime que si, au-delà de leur évolution propre, un grand travail politique est fait pour orienter la prise de conscience de chacune des couches sociales concernées par ces crises vers les solutions socialistes et l'alliance nécessaire avec la classe ouvrière.

De plus, le capitalisme dispose de stratégies de défense. Il en existe essentiellement deux, contradictoires, que défendent des éléments différents du patronat en même temps que des fractions hostiles de l'U.D.R. :

- la première est la fuite en avant dans la concentration internationale, la rationalisation capitaliste et l'expansion rapide, même au prix pourtant redouté de l'infla-



# La stratégie du Parti

tion. Cette stratégie est génératrice de gros profits pour les groupes financiers, elle peut assurer leur avenir, elle risque de s'accompagner d'une très grande négligence des besoins collectifs et surtout elle heurte de plein fouet les intérêts de tout le secteur archaïque de la production et du commerce français. Dans sa logique, il y a à terme la rupture du gouvernement avec la petite bourgeoisie provinciale, les P.M.E., etc., et le besoin d'une alliance de substitution que l'intégration souhaitée du mouvement syndical cherche à préfigurer :

- la deuxième stratégie de défense du capitalisme est au contraire le repli nationaliste, pour diminuer l'intensité des contradictions internes du capitalisme. Cette stratégie exige une protection pour

## Le compromis actuel

Le Gouvernement Pompidou-Chaban essaie de définir un compromis assez clair entre ces deux stratégies :

- pour laisser les mains libres aux grands groupes financiers, on brise méthodiquement les moyens financiers et administratifs d'intervention de l'Etat. C'est un des points parmi d'autres sur lesquels la théorie du « capitalisme monopoliste d'Etat » ne rend pas compte de la situation ;
- on tente de toucher le moins possible aux rentes et privilèges des couches archaïques de la bourgeoisie ou de les remplacer par des allègements fiscaux, des allocations temporaires et des indemnités ;
- on cherche l'appui des couches modernes de la production ;
- on tente une offensive de séduction vis-à-vis du mouvement syndical ; reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, contrats de progrès, actionnariat, mensualisation... ;
- enfin, on intensifie la répression pour rassurer l'électorat réactionnaire et pour tenter de couper les militants révolutionnaires de la masse ouvrière. Quelques provocations peuvent au besoin y aider (Nanterre...).

Mais ce compromis, s'il est relativement stable à cause de la faiblesse du courant socialiste révolutionnaire, est peu efficace, et le régime est en partie paralysé : il lui est difficile, en effet, d'établir clairement le compromis avec le véritable partenaire capable d'en garantir le respect : le Parti Communiste. Celui-ci a de plus en plus de mal en effet à cautionner la politique de répression qui risque de l'atteindre, et l'absence de choix politique clairs fait que l'anticommunisme reste le seul ciment efficace de la majorité hétéroclite rassemblée par l'U.D.R. De plus, le P.C.F. est obligé de durcir l'apparence extérieure de sa politique sous la pression de la contes-

## Conclusions pour notre propre stratégie

Il faut s'attendre à une aggravation de la répression, ce qui doit nous conduire à mener plus intensément une politique unitaire tout en ne renonçant en rien à l'orientation révolutionnaire. L'hypothèse d'une fascisation du régime paraît cependant exclue, les conditions économiques et sociales d'une telle évolution n'étant guère réunies. La possibilité est ouverte d'élargir l'assise du courant révolutionnaire vers les couches réformistes, en leur faisant constater leur impuissance. La démission du doyen Ricœur est un des signes de cette situation, l'échec du contrat Berliet un autre, le blocage total de la situation en médecine ou en architecture est encore un signe de même nature, de même enfin que l'impuissance visible du courant réformiste agricole.

Mais cette possibilité ne peut être réalisée qu'autour des plates-formes de luttes concrètes. Le rôle de ces plates-formes de luttes n'est pas de permettre le rassemblement autour de thèmes prophétiques de militants convaincus d'avance ; cela n'a aucun intérêt ; le rôle de ces plates-formes est au contraire de fournir des objectifs immédiats sur lesquels puissent combattre ensemble de grandes masses de militants, ouvriers, employés, paysans ou étudiants. C'est la logique de la lutte qui doit provoquer des ruptures, et non la rédaction de la plate-forme qui doit les supposer acquises d'avance.

limiter les inconvénients du décrochage de la compétition internationale et une répression aggravée pour empêcher l'expression politique des besoins insatisfaits et notamment ceux de la classe ouvrière dont le pouvoir d'achat risquerait de faire les frais essentiels d'une telle opération.

Les derniers arbitrages (Pompidou sur le VI<sup>e</sup> Plan) laissent penser que la première stratégie est la plus probable. Mais la seconde a aussi de nombreux défenseurs au sein de la majorité U.D.R. En fait le pouvoir est à la recherche d'un compromis.

Notre propre stratégie doit de toute façon être articulée de manière à pouvoir faire face à l'une ou l'autre situation, tout en sachant qu'actuellement, des éléments de l'une et de l'autre coexistent dans la politique du régime.

tation de gauche et ne peut donc se prêter réellement à ce jeu. La marge de liberté du pouvoir est en fait très faible. Il va de concessions en concessions sans avoir de possibilité réelle de modifier les attitudes de sa propre base : la stratégie du bluff nommé VI<sup>e</sup> Plan a été définie et imposée par le patronat, le gouvernement n'a pas la possibilité réelle de s'opposer à une couche sociale tout entière, commerçants par exemple.

Le résultat le plus clair est qu'aujourd'hui les éléments réformistes du pays, au lieu de jouer le jeu du dialogue avec le gouvernement, passent le plus souvent à la pression directe, et parfois des luttes d'envergure sont animées par le courant réformiste. C'est très clair dans l'enseignement (seconde langue, médecine, maternelles, grève des parents sur les pensions d'internat) où même si les luttes les plus amples ont été déclenchées par le courant révolutionnaire, elles se sont développées sur des mots d'ordre réformistes et avec une base de masse réformiste.

Ce l'est aussi dans le secteur industriel : lutte contre le contrat de progrès E.D.F.

Ce l'est encore dans le secteur du commerce, où l'on aurait tort de classer simplement comme poujadistes tous les animateurs des luttes actuelles. Sur le front agricole, le courant réformiste est en difficulté et des luttes sont effectivement conduites par des militants révolutionnaires, mais cela tient à la fois au caractère insurmontable des contradictions et au fait que les paysans révolutionnaires n'ont jamais cessé de s'appuyer sur une plate-forme claire, compréhensible, fondée sur les réalités quotidiennes de la vie paysanne et apportant des solutions réelles, apparaissant comme réalisables au prix d'un renversement du régime et d'une alliance avec la classe ouvrière.

Sur ce point toujours délicat, il faut se souvenir du grand exemple du Parti des travailleurs du Vietnam. Malgré des difficultés internes considérables, il a pu en 1936 ajouter à l'objectif jugé révolutionnaire de l'époque, l'indépendance, une plate-forme économique et sociale répondant aux exigences immédiates des travailleurs et sans la lier au préalable de l'indépendance.

Notre tâche est aujourd'hui de même nature, même si les formes de lutte sont différentes.

Enfin, le P.S.U. doit contribuer à ouvrir des fronts de lutte nouveaux dans tous les secteurs où les contradictions capitalistes le permettent. Au-delà de la production industrielle et agricole et de l'Université, la lutte doit s'étendre dans les domaines du cadre de vie, de la recherche, de la santé, de la culture et de l'idéologie.

C'est à ce prix que nous ferons évoluer tant les conditions objectives que les conditions subjectives d'une transformation socialiste de la France.

Bien entendu une stratégie socialiste ne peut se limiter à la France, et le développement international des luttes est une condition nécessaire de notre propre succès. Mais ce point sera soumis à un Conseil National ultérieur, et c'est donc délibérément qu'il n'est pas abordé ici malgré son importance.

## Les situations

De l'analyse faite ci-dessus découle la nécessité d'une stratégie qui puisse s'adapter

- soit, dans l'hypothèse d'antagonismes sociaux violents, à un repli autoritaire nationaliste et répressif du régime. Dans ce cas, le P.S.U. doit développer les luttes autour d'objectifs et d'alliances à caractère démocratique explicitement présentés comme tels. Ces luttes sont à intensifier. Ce doit être un des objectifs de nos contacts avec les groupes révolutionnaires, comme avec le P.C. de les développer sur une base plus large si nécessaire ;

- soit, dans l'hypothèse de luttes plus diversifiées et moins frontales, à un renforcement du grand capitalisme international avec acceptation par le gouvernement français des conséquences de cette orientation : croissance rapide, besoins collectifs sacrifiés, déséquilibres sectoriels et régionaux,

## La stratégie du courant socialiste

Elle se dégage assez simplement des analyses qui viennent d'être faites. En effet, dans le compromis actuel qu'il tente de bâtir, le capitalisme a tout à la fois besoin d'assurer la concentration et la rationalisation de son outil de production, et besoin de compenser les sacrifices qu'il doit faire dans ce but par une pression accrue sur les besoins collectifs et les conditions générales de vie en dehors de la production.

Ce sont ces opérations qu'il faut empêcher, la première en refusant une organisation de la production au seul profit des propriétaires des moyens de production et par conséquent en soutenant immédiatement l'exigence du contrôle par les travailleurs des décisions qui les concernent, et la seconde en développant un vaste mouvement populaire de défense du cadre de vie et de lutte contre toutes les formes de dégradation que le capitalisme fait subir au cadre de vie tant urbain que rural.

Ces deux axes de lutte, contrôle ouvrier et défense du cadre de vie, doivent se développer dans les années qui viennent comme les deux mâchoires d'une tenaille enserrant le grand capital industriel et financier et son appareil d'Etat. L'objectif final de cette stratégie est d'empêcher cet ensemble — grand capital financier et appareil d'Etat — de réussir à reprendre en main l'appareil de production du pays, en intégrant les travailleurs à son système de décision par une apparence de participation, et de l'empêcher en même temps de réaliser sur le dos des masses populaires par le sacrifice des besoins collectifs les économies qu'il a besoin de faire pour augmenter massivement les profits qu'il veut réinvestir.

## Les objectifs de lutte

Un axe de lutte n'est pas à lui seul un objectif. C'est seulement une manière d'organiser dans le temps et dans l'espace une suite régulière de luttes d'ampleur croissante. Mais chacune d'entre elles n'en doit pas moins répondre à des objectifs tac-

intégration politique dans la sphère impérialiste américaine.

Dans une telle situation, les luttes défensives frontales seront plus rares, la revendication de salaires moins motrice. En revanche, la crise idéologique s'accroîtra et les contradictions secondaires liées à la rationalisation capitaliste se multiplieront. Ce sont alors les objectifs qualitatifs, les objectifs de pouvoir qu'il faut traduire en plate-forme pour mener des luttes de niveau avancé et ne pas laisser le grand capital s'installer dans un nouvel équilibre social.

Pour le moment, le compromis bâti par le régime semble assez stable même s'il le conduit à l'impuissance. Notre stratégie doit donc attaquer à la fois celle du grand capital moderne et celle des couches archaïques et répressives, quitte à s'accroître dans un sens ou dans l'autre selon l'évolution de la situation.

Si la force des luttes menées dans les années qui viennent autour de ces deux axes est suffisante, le résultat devrait être une augmentation de la combativité ouvrière et paysanne dans la production et une prise de conscience populaire très large sur les causes de l'aliénation croissante due aux formes de la vie quotidienne dans le capitalisme. De plus, si le développement des luttes le permet, le capitalisme sera obligé de compenser sur d'autres terrains ce qu'il ne pourra pas assurer sur ces deux-là et cela l'amènera à aggraver sa pression sur les couches archaïques, dont à aggraver la contradiction entre ses besoins de développement et sa base électorale. Ainsi a quelques chances d'être créée une crise réelle du pouvoir politique de la bourgeoisie et se trouvera posé autrement qu'en rêve le problème de la prise du pouvoir par les travailleurs. Mais il est nécessaire pour que les luttes prennent cette dimension et cette orientation, qu'elles soient toujours reliées politiquement par l'identification de l'adversaire : le capitalisme mondial dans sa phase impérialiste. C'est le sens de la 3<sup>e</sup> campagne du P.S.U., contre l'impérialisme, que de toujours rappeler ce lien.

Ces luttes doivent être conduites de manière à répondre aussi concrètement que possible aux préoccupations actuelles des travailleurs. Ainsi se créera un climat de confiance entre la base et les éléments responsables, une capacité d'organisation démocratique des luttes qui devra nous permettre également de donner une assise très large aux luttes défensives que l'orientation de plus en plus répressive du régime nous amènera à multiplier.

tiques parfaitement définis en même temps qu'elle doit se faire autour d'une plate-forme simple et concrète. C'est sur ces objectifs que devront porter les débats du Conseil National.

## Le contrôle ouvrier

La définition de cet axe de lutte vise à empêcher le régime d'assurer la réorganisation technocratique du capitalisme français. C'est notamment le problème des contrats de progrès, mais plus généralement c'est le problème du maintien et

de l'extension des possibilités de contestation, de désaccord et de lutte.

La réponse consiste à poser dans tous les secteurs de la production le problème inconvenant, celui du pouvoir. Qui commande, au nom de qui ?

Mais ce mot d'ordre central répond aussi à d'autres objectifs politiques. La lutte pour le contrôle permet de développer les forces collectives de la classe ouvrière. Elle lui permet de découvrir les forces et les faiblesses de l'adversaire patronal, ses liaisons avec l'appareil d'Etat, elle lui permet aussi de découvrir pour ensuite les maîtriser les mécanismes de la gestion de l'entreprise.

La lutte pour le contrôle exige l'organisation de la démocratie collective des travailleurs. Elle favorise la cohésion de la classe ouvrière, améliore sa capacité de mobilisation et de riposte rapide au patronat et la prépare à ses futures responsabilités de la période de transition.

Sur ce point, la tâche fondamentale du Conseil National consiste à faire l'examen complet des luttes menées, de leurs enseignements et de leurs perspectives.

● Quels sont, dans le court terme, les objectifs immédiats au contrôle desquels les travailleurs sont le plus sensibles (normes, cadences, embauche, grille des salaires, licenciements, lutte contre le secret commercial et comptable) ?

● Quelles sont les extensions possibles du contrôle (décisions de la hiérarchie, nomi-

nations et promotions, organisation de la production, conversions d'entreprise) ?

● Une fois un contrôle imposé, comment en défendre l'existence ? Peut-on se limiter à une guerre de guérilla sociale où chaque contrôle arraché soit logiquement suivi d'un retrait, ce qui finalement serait peu coûteux pour le capitalisme.

● Quelles formes de démocratie ouvrière peuvent permettre d'éviter l'intégration d'un contrôle que l'on arriverait à maintenir durable.

● Dans l'hypothèse d'un développement du mot d'ordre et des luttes pour le contrôle, vers quel type de gestion d'entreprise s'orienter-t-on ?

● Comment se partagent les tâches entre militants politiques et syndicaux dans ce type de luttes ? Comment l'objectif du contrôle peut-il être compatible avec une stratégie syndicale, quelles suggestions doivent faire sur ce point les militants politiques aux organisations de masse de la classe ouvrière ?

C'est à toutes ces questions qu'après enquête attentive sur leurs expériences, les sections et fédérations du Parti doivent répondre au Conseil National.

## La campagne sur le cadre de vie

Cet axe de lutte tend à empêcher le régime de trouver un équilibre politique stable en assurant une croissance rapide de la production tout en négligeant complètement le secteur des besoins collectifs.

Cette campagne ne démarre que lentement. En dehors des bons résultats obtenus sur les transports, à Paris et à Nancy, les camarades n'ont pas su donner à cette campagne l'immense extension dont elle a besoin pour dépasser le stade de l'auto-satisfaction des militants et créer une prise de conscience large de l'exploitation diffuse à laquelle se livre le capitalisme sur nos conditions quotidiennes de vie.

Sur ce point encore, les sections devront déterminer :

● les points sur lesquels la sensibilité populaire est grande (manque de logements, loyers, transports, manque d'écoles, équipements trop lointains, ou insuffisants, laideur urbaine...);

● les points sur lesquels des actions de masse sont possibles ;

## Les objectifs défensifs

Le développement de notre stratégie offensive selon les deux axes qui viennent d'être définis doit nécessairement s'accompagner de luttes défensives nombreuses sur tous les fronts où le régime accentue sa pression. Il faut dans tous les cas empêcher le régime de s'appuyer sur une base sociale large en utilisant ces contradictions internes.

Il est notamment beaucoup de cas où des mots d'ordre démocratiques, sans contenu explicitement socialiste, mais s'appuyant sur une tradition très enracinée, peuvent être efficaces. C'est notamment le contenu de la campagne contre la répression dans l'armée dont l'assise de masse ne peut encore être acquise, que sur une base démocratique.

Lorsque le régime réprime, il faut éveiller la sensibilité de tous ceux qui sont attachés à la légalité, fût-elle bourgeoise ;

# Les buts politiques ultérieurs au-delà des objectifs immédiats

Le problème n'est pas de préciser qu'il s'agit de la prise du pouvoir, il est de voir comment, à partir de ces luttes, arriver à changer le rapport des forces au point de rendre actuel le problème de la prise du pouvoir, qui est loin de l'être encore.

Dans l'ordre politique, les objectifs sont, à travers ces luttes :

● d'élargir les alliances ; il ne s'agit pas seulement des organisations voisines, ni même des membres d'organisations qui sont prêts à lutter à nos côtés et à qui

● les formes d'exploitation politique pouvant suivre le déroulement de ces actions de masse sur des objectifs élémentaires pour faire progresser le niveau de conscience à partir de l'expérience de la lutte (et non avant !);

● les alliances possibles pour mener ces luttes ;

● les formes d'organisation de masse capables de les mener de manière permanente (comités de quartier, comités d'usagers, associations larges, à défaut cartels d'organisation, etc.). Il s'agit ici de faire naître les formes de démocratie collective de masse qui permettront de donner sa vraie dimension à la lutte et seront les bases indispensables de la période de transition ;

● la plate-forme générale de présentation politique des problèmes du cadre de vie qui doit servir de référence à chacune de ces luttes.

Le Conseil National devra définir à partir de ces travaux le sens et le contenu des luttes sur le cadre de vie.

lorsqu'il fait pression sur la presse et l'information, il faut savoir rappeler les exigences de la vieille liberté de la presse ; dans le cas de l'agriculture et du petit commerce, il faut décrire comment le grand capital paupérise et dans certains cas (contrats d'intégration) prolétarise délibérément des couches sociales tout entières. Provoquer des réunions spécialisées pour roder et préciser notre plate-forme directement au contact des intéressés.

Dans le cas de l'université et de la recherche, la logique « budget d'austérité — financement privé — asservissement au profit » — doit nous permettre d'amener à une conscience politique socialiste des gens qui n'en partent pas nécessairement.

Enfin, sur les déséquilibres régionaux, la même tâche d'explication des mécanismes capitalistes doit être inlassablement poursuivie.

il faut proposer des objectifs susceptibles d'être communs avant de leur poser le problème d'une orientation politique complète. Il s'agit bien davantage encore des innombrables non-organisés dont la mobilisation est la condition de la victoire et qu'il faut donc amener petit à petit à la lutte de masse ;

● de provoquer des ruptures reconnues fondées ; l'expérience, celle des luttes universitaires comme celle des luttes ouvrières ou paysannes, montre que les masses ne sont pas sensibles de manière directe à la

nécessité des ruptures. On retrouve ici ce que disait Lénine de la tendance spontanément « trade-unioniste » de la classe ouvrière, remarque qui vaut pour l'ensemble des organisations de masse et donc pour les syndicats. Cela implique qu'il y a une pédagogie de la lutte destinée à faire apparaître petit à petit les impasses du réformisme et la nécessité d'une politique de ruptures, découverte comme une conséquence de la lutte plutôt que comme la condition d'un accord préalable pour la déclencher ;

● enfin de consolider un certain nombre de positions acquises, tant dans le domaine

de l'influence prise sur certains milieux que dans celui des positions stratégiques ou même institutionnelles ;

● dans l'ordre idéologique, nos luttes doivent avoir deux objectifs :

● développer de manière massive la prise de conscience des contradictions et l'absence de solutions réelles sans une transformation profonde des structures ;

● préciser à travers chaque lutte et ses différents objectifs les principaux axes autour desquels se construisent les rapports sociaux de la future société socialiste (voir thèse 9 de Dijon).

## La dynamique des luttes

Le fait constaté ci-dessus que, dans beaucoup de secteurs importants, les luttes soient récupérées par les éléments réformistes, constitue l'une des questions les plus difficiles posées aujourd'hui au Parti. Nos propres mots d'ordre — c'est sûrement le cas dans le secteur universitaire, et peut-être aussi dans d'autres secteurs — ne sont probablement pas assez liés à la situation concrète du milieu ou de la couche sociale concernée. Il faut s'adresser aux masses là où elles sont, en tenant le plus grand compte de leurs problèmes comme de leur niveau de prise de conscience.

Cela a été fait dans plusieurs cas : opérations Bouches-du-Rhône sur le contrôle, opérations Nord sur les conditions de travail aux Nouvelles Galeries, opérations Nancy et Paris sur les transports, et certaines luttes paysannes, mais pour l'essentiel, ce travail n'a pas été fait.

Il faut à cet égard retrouver l'usage des véritables enquêtes politiques, pour découvrir vraiment ce que pensent les masses et cesser de s'imaginer que les masses pensent et ressentent ce que les militants croient qu'elles pensent et ressentent.

Lorsque des mots d'ordre justes permettent le déclenchement de luttes de masses importantes, il faut pouvoir les développer.

Pour le faire, il est essentiel de lier chaque lutte concrète à une vision d'ensemble de l'offensive, et c'est le sens du mot d'ordre de contrôle que de permettre cette unification des luttes autour de la stratégie générale du courant socialiste. La mise en œuvre de ces luttes doit d'autre part être petit à petit coordonnée. La stratégie qui consiste à attaquer le capitalisme en tenaille de manière de plus en plus massive, aussi bien dans le secteur de la production que dans celui du cadre de vie, doit s'appliquer sur le régime effectivement comme une tenaille dont les deux mâchoires dépendent de la même volonté et agissent en fonction l'une de l'autre. Il ne s'agit pas seulement d'une stratégie nationale. A l'échelon d'une région ou même d'une ville, il peut être essentiel de consolider un succès salarial ou un succès de contrôle arraché dans la production en empêchant les puissances financières locales de reprendre du souffle par une pression accrue sur le cadre de vie : réorganisation d'entreprises avec temps de transports accrus, augmentations de loyers après des augmentations de salaires, etc.

Enfin, la dynamique des luttes pose le problème de notre confrontation avec l'appareil d'Etat. Dans la situation présente, cette confrontation se fait sur deux terrains principaux, celui de la répression et de la violence et celui des élections. Sur le premier, répression et violence, l'expérience des luttes récentes montre à l'évidence que l'appareil d'Etat cherche à utiliser des actions violentes isolées (opérations de commandos) pour justifier la répression. Ce n'est pas la voie que nous devons suivre, car les masses ne comprennent et n'admettent la violence que si elles la ressentent comme une riposte justifiée, comme une arme qu'elles utilisent elles-mêmes. Nous ne voulons pas nous laisser enfermer dans une théorie de la violence défensive, mais il doit être clair que notre force sera celle de l'appui des masses populaires à des mots d'ordre et des actions justes. Sur le second point, les élections, la pratique de parti est encore incertaine. Que quelques fédérations se soient trouvées, pour des raisons financières, hors d'état de présenter des candidats aux élections cantonales, est compréhensible, encore que discutable : le parti est en train de franchir le seuil limite des 5 % de moyenne, et

de bien des départements, l'opération cantonale a été équilibrée. Mais que quatre fédérations aient rendu public à l'extérieur leur refus de présenter des candidats pour des raisons politiques est proprement inadmissible. Autant le débat interne est et reste ouvert, autant l'application d'une discipline commune est un impératif à défaut duquel il n'y a plus de parti.

La ligne théorique (thèse n° 11 de Dijon) et la pratique du parti en ces matières ont pourtant été claires. S'il ne faut pas attendre des élections le renversement définitif du rapport des forces, qui ne peut se produire que sur le front social, il reste qu'elles sont une occasion d'explication et de propagande, un instrument indispensable de mesure de la progression de notre influence, en même temps qu'une garantie donnée par nous que la société socialiste s'appuiera sur des procédures de contrôle démocratique, qui d'ailleurs ne se limitent pas à des élections. Après l'expérience stalinienne, donner une telle garantie est indispensable. Cela suppose une politique assez générale de participation aux opérations électorales, sauf les cas d'institutions sans signification (participation aux assemblées Faure dans l'Université) ou de procédures truquées (certains référendums) ou encore de contexte politique incompatible avec une utilisation significative de la procédure électorale. Dans les autres cas, il faut conduire les batailles électorales avec rigueur, c'est-à-dire notamment les situer dans le déroulement logique d'un plan d'implantation. Telle était la signification de notre présence aux cantonales, avec les résultats très bénéfiques que les militants connaissent.

Mais une autre question reste posée : celle de l'usage politique des mandats éventuellement acquis. Si leur exercice suppose le respect d'un certain nombre de règles formelles ou d'usages, il n'est pas question de laisser croire à nos mandataires que la conquête d'un poste quelconque change quoi que ce soit au rapport réel des forces au système de décisions mis en place par la bourgeoisie.

Les prochaines élections municipales nous posent donc le problème de définir la pratique politique qui devra être celle de nos élus : animation politique, agitation et propagande, appui sur des structures démocratiques de base, autogestion des équipements collectifs, information complète sur les mécanismes capitalistes en matière de spéculation foncière, de politique des promoteurs, d'urbanisation, enfin renforcement du parti lui-même et de ses moyens de lutte à partir de l'exercice des mandats.

Cette pratique politique de la campagne et du mandat suppose que la lutte pour les municipales ne soit pas exclusivement centrée sur les problèmes locaux, mais rattachée sur tous les thèmes (décentralisation, fiscalité, cadre de vie...) à la bataille politique générale. Il faut donc savoir aussi définir des objectifs de rupture sur le plan municipal. Sur ce point encore, sections et fédérations devront tirer le bilan de leurs expériences, réfléchir, innover et apporter les matériaux d'une solide plate-forme municipale à partir de laquelle le problème des alliances pourra être posé avec plus de clarté. Il s'agit moins d'ailleurs de définir les organisations avec lesquels des alliances sont possibles (l'exclusion de toute alliance centriste ou socialiste-centriste est pour nous claire depuis longtemps) que de définir les conditions politiques minimales qui doivent servir de base à ces alliances. Ce sera encore une des tâches du Conseil National.

# Les formes d'organisation des luttes

L'objectif reste toujours de mener cette stratégie de luttes en tenaille (même en ce qui concerne la vérification électorale du rapport des forces) de la manière la plus large possible. Le parti ne peut songer à vaincre seul, il doit donc s'appuyer et orienter le mouvement spontané des masses partout où celui-ci met en cause le pouvoir à partir d'une base de classe claire.

Cela doit nous amener à reconnaître les formes d'orientation que se sont données la classe ouvrière et les couches sociales susceptibles de s'allier à elle, et à en discuter les orientations ou le détail des structures de l'intérieur plutôt que de l'extérieur. Tel est le sens que le B.N. et la D.P.N. ont voulu donner à leurs nombreuses interventions sur le problème des relations « partis-syndicats ».

Les dernières explications, données notamment dans les deux lettres à Georges Séguy et dans la réponse écrite à la « déclaration liminaire » du Bureau Confédéral de la C.F.D.T., paraissent avoir suffisamment clarifié les choses pour qu'on n'y revienne pas ici, sauf pour situer notre pratique des relations partis-syndicats dans le cadre général de notre lutte.

C'est dans le même sens que doivent être analysées nos relations avec les responsables paysans qui dirigent les luttes dans ce secteur. Plutôt que de chercher, dans les luttes, à nous distinguer de courants proches, mais plus flous, il nous a semblé essentiel de participer pleinement aux luttes de masse telles qu'elles sont actuellement menées, même si ce n'est pas par nos propres militants en espérant que leurs enseignements et le dialogue ouvert par nos militants en ces occasions amèneront de nombreux agriculteurs sur des positions proches des nôtres.

De la même manière, s'explique la recommandation instante faite par le Bureau National au secteur étudiant du parti de conserver à l'U.N.E.F. son caractère de mouvement de masse ouvert à tous les courants qui ne sont pas directement liés à la bourgeoisie, ce qui supposait d'une part de ne pas en exclure l'U.N.E.F.-Renouveau, mais d'autre part, compte tenu des pratiques de cette dernière organisation, de prendre toutes dispositions politiques pour éviter, au congrès récent et à terme que l'U.N.E.F.-Renouveau ne s'assure le contrôle de l'U.N.E.F.

C'est de la même manière enfin que notre campagne « cadre de vie » prendra

son plein développement quand se seront multipliées les organisations de masse locales capables de mener ce type de luttes.

Cette conception des luttes de masse en milieu ouvert et en dialogue réel avec les masses, sans direction bureaucratique, doit régir également nos rapports avec les autres organisations politiques. Il doit être clair que notre politique d'alliances est subordonnée à la clarté et à la puissance des actions de masse que ces alliances permettent.

Les résultats satisfaisants des diverses campagnes menées avec Lutte Ouvrière et avec la Ligue Communiste ont permis que s'améliorent ensuite les conditions de notre débat politique avec ces organisations. L'initiative prise par le P.S.U. de multiplier localement les actions communes avec certains groupes révolutionnaires (L.O., L.C., H.R.), puis plus récemment de leur proposer à tous un débat de fond sur les objectifs, les formes d'action, la structure et le type de relations avec les masses du parti révolutionnaire à construire doit permettre de faire apparaître les vrais clivages politiques au-delà du conservatisme des micro-appareils. Cette confrontation à engager sans complaisance, mais avec un esprit ouvert doit faire avancer la perspective du regroupement et de l'unification des forces révolutionnaires en France.

De la même manière, les quelques militants de la C.I.R. qui se situent sur des choix de classe fermes ne rejoindront le P.S.U. qu'à travers l'expérience d'actions communes répétées beaucoup plus que par des conversations persuasives.

Notre débat avec le Parti Communiste gardera ce même caractère. L'ouverture de discussions entre le Parti Communiste et notre Parti (discussions demandées par le P.C.) est évidemment de première importance. Elle est l'expression des contradictions dans lesquelles se débat le P.C., hésitant manifestement sur la ligne politique à suivre.

Dans ce débat, notre stratégie doit se développer à la fois à la base et au sommet : au sommet où se déroulent les négociations bilatérales, il s'agit pour nous de contraindre le P.C. à une véritable discussion sur la base de nos analyses et de notre stratégie, discussion dont la publication doit nous aider à faire avancer dans la masse des travailleurs les solutions révolutionnaires. Mais en même temps, il s'agit pour l'ensemble du parti d'amener à l'unité d'action, autour des objectifs qui sont les

nôtres, les militants communistes à la base. Notre tactique vis-à-vis du P.C., mêle inextricablement la discussion au sommet et l'action à la base, l'une faisant avancer l'autre et vice versa. Dans les deux cas, il s'agit d'une tactique résolument offensive.

Il ne faut pas se leurrer sur la difficulté de ces nouveaux rapports avec le P.C. Ils correspondent de sa part à une volonté très claire qui consiste à essayer de sortir de ses contradictions en tentant d'aggraver les nôtres.

Le P.C.F. en effet n'a le choix qu'entre deux stratégies, mais aucune des deux n'a de chances sérieuses de succès.

La première serait qu'en cas de crise sociale très grave, la bourgeoisie réintroduise le P.C. dans la direction politique du pays, comme certains y songent en Italie, voulant utiliser son emprise sur de vastes couches populaires et sa capacité de réprimer ce qu'il appelle les menées gauchistes. Quelques nationalisations seraient le prix d'une telle opération qui ne mettrait pas fondamentalement le régime en cause. Mais en fait la bourgeoisie française préférera certainement un régime de droite plus dur.

La seconde stratégie est donc la plus probable, c'est celle visant à la victoire d'une coalition électorale de gauche. Mais l'effritement de la social-démocratie et ses tentations centristes la rendent aléatoire. Et surtout cette stratégie n'est possible que si le P.C.F. peut effectivement amener la classe ouvrière à accepter la ligne socialement conservatrice que suppose ce type d'alliances. Or, les organisations révolutionnaires, si elles ne sont pas assez fortes pour donner une orientation aux luttes, le sont assez pour empêcher le P.C.F. d'imposer totalement la sienne.

Tout cela amène le P.C.F. à tenir compte de la montée révolutionnaire en durcissant son vocabulaire tout en intensifiant sa défense de l'ordre, de l'intérêt national et des situations acquises (cadres, enseignants). Ses contradictions internes sont de ce fait aggravées.

C'est dans ces conditions que le P.C.F. a décidé d'ouvrir un débat de fond avec le P.S.U. en espérant :

- nous intégrer à sa politique de coalition électorale.
- nous couper des groupes révolutionnaires.
- développer des désaccords ou des contradictions au sein même de notre parti.
- enfin s'appuyer éventuellement sur le P.S.U. dans l'hypothèse d'une politique de répression aggravée.

Pour ces raisons notre ligne est simple :

- il faut faire progresser le débat avec les groupes de manière qu'il donne des résultats capables de peser sur notre discussion avec le P.C.
- il faut refuser toute négociation électorale, qui ne découlerait pas d'un accord explicite sur les objectifs de lutte politique à poursuivre à travers les campagnes et les mandats. Les municipales seront à cet égard un test décisif.

● enfin il faut mener la discussion de manière telle qu'apparaisse la faiblesse des positions du P.C.

Notre force relative dans ce débat vient en effet de ce que la position du P.S.U. est beaucoup plus homogène et beaucoup plus cohérente que celle du P.C. Encore faut-il que le Parti tout entier la traduise à tous les niveaux, et avec la même force à ses interlocuteurs communistes.

Tels sont aujourd'hui les différents axes de l'action engagée par la direction politique nationale du P.S.U. pour l'application des mandats donnés par le VI<sup>e</sup> Congrès et dont le Conseil National doit préciser le contenu sur le contrôle ouvrier, sur le cadre de vie, et sur les élections municipales.

De cette ligne il ressort que le P.S.U. — organisation édifiatrice avec d'autres le parti révolutionnaire — refuse toujours de s'autoproclamer dirigeant de la lutte socialiste, mais entend jouer, selon l'expression de Gramsci, le rôle « d'intellectuel collectif » au service de la classe ouvrière et de ses alliés, assurant par sa réflexion, ses débats avec les autres courants et ses propositions, la convergence tactique et stratégique des luttes vers la prochaine victoire socialiste.

Toutes  
les semaines

**tribune**  
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes  
les semaines

**tribune**  
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes  
les semaines

**tribune**  
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

**Soutenez-nous !**

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

## 15 jours en Corse pour :

- Discuter avec d'autres jeunes travailleurs de la situation qui leur est faite dans la société capitaliste ;
- Déterminer ensemble quelle est et quelle doit être la participation des jeunes travailleurs dans le combat qui mène de la révolte à la révolution ;
- S'en donner les moyens, en se formant.

Donc, 15 jours de vacances, où sont réunies les conditions qui nous manquent tout au long de l'année : les copains assez nombreux, l'espace, les discussions, les ballades, et l'avancée politique.

Dates : du 1<sup>er</sup> au 14 août.

Prix : (sans le transport) 182 F.

S'inscrire auprès du C.C.J.T. (Comité de Coordination des Jeunes Travailleurs).

Les camarades qui n'ont pas l'intention de travailler plus tard sur le secteur jeunes travailleurs ne seront pas intéressés par ce stage.

A découper et renvoyer au P.S.U.-C.C.J.T., 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).

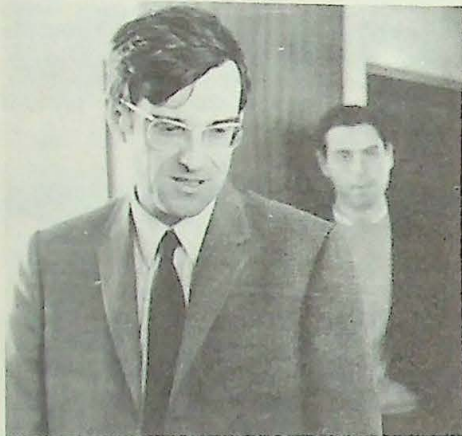
NOM : .....  
Prénom : ..... Age : .....  
Section : ..... Fédération : .....  
Profession : .....  
Branche d'activité : .....

## Le rôle des militants étudiants

Robert Chapuis



M. Lefèvre



M. René Rémond



Le Président de l'U.N.E.F.

Il est difficile d'être étudiant aujourd'hui. Non parce que cette dignité est refusée au grand nombre, mais parce que le petit nombre des « élus » ne sait que faire de cette dignité et la voit plutôt comme un piège, un traquenard. Le menu qu'on leur propose donne plutôt envie de vomir, et pourtant il faut l'ingurgiter, ne serait-ce que pour vivre. Que le menu devienne plus appétissant, et il n'apparaît que comme un masque inutile ou pernicieux devant l'existence qu'on vous prépare à l'intérieur de la bonne société bourgeoise. Par conséquent, pas d'hésitation ; c'est cette existence qu'il faut changer : il faut faire la révolution.

Dans une telle situation, il est normal qu'on voit se développer des solutions de fuite :

- perdre conscience, se perdre dans les phantasmes d'importation ou de son propre crû ; « bosser » pour en sortir : avaler les unités de valeur à un rythme accéléré pour arriver à une autre « existence » où l'on pourra avoir enfin la conscience (révolutionnaire ou bourgeoise) tranquille ;

- aller à l'usine et prendre une position de classe sans ambiguïté en entrant directement dans le processus de production, au niveau prolétarien le plus incontestable : celui de l'ouvrier manuel ;

- rechercher des compensations, individuelles ou groupusculaires, dans un activisme à courte vue, ou un idéologisme à longue portée : on se fait « étudiant es révolutions » et l'on bâtit son langage ou son école, tout en traînant au fil des mois le malaise des examens bourgeois. On laissera aux

psychologues le soin de définir toutes les autres formes de compensation possibles...

Mais il y a ceux qui se refusent à fuir. Ceux-là constatent qu'il existe un milieu étudiant, que ce milieu a pris une nature de masse et que la position de classe des étudiants ne dépend pas seulement de leur origine ou de leur avenir : qu'ils soient fils d'ouvrier ou de médecin, qu'ils soient futurs chômeurs, ingénieurs ou enseignants, leur position dépend de la façon dont — aujourd'hui, au moment qu'ils vivent — l'Université se situe par rapport au système de production et par rapport à l'Etat qui garantit le maintien, voire le développement dudit système. Ce double point de vue caractérise objectivement l'Université, donc la situation étudiante sur le champ de la lutte de classes.

A partir de ce moment, deux voies peuvent s'offrir :

- s'enfermer dans cette situation étudiante, soit en voulant la gérer, soit en voulant y « défendre » les acquis ou les chances de la classe ouvrière. C'est le choix des militants communistes qui veulent mettre l'université au service de la classe ouvrière par la « démocratisation », c'est-à-dire l'ouverture et l'aménagement de l'institution. On ne sait plus très bien évidemment si ce choix est effectif ou s'il est l'alibi d'un autre : mettre le mouvement étudiant au service de la politique du parti communiste. Mais en admettant la sincérité de la stratégie de démocratisation, on sait bien qu'elle aboutit en fait à un double refus, à une double impasse :

- on se refuse à voir la réalité sociale de l'Université, en se contentant de parler de l'institution (celle que M. Edgar Faure a voulu orienter) : cette réalité, c'est le fait d'une rupture de classe pour un nombre important d'étudiants qui peut les mettre sur les positions de la classe ouvrière et fait que la lutte de classes passe à l'intérieur de l'Université ; cette réalité, c'est l'ensemble des contradictions apportées par la crise du développement capitaliste et la crise de l'idéologie bourgeoise qui en est le reflet : du même coup les problèmes internes à l'Université, même s'ils sont en partie des problèmes internes à la bourgeoisie, se posent désormais en termes de lutte de classes (1) ;

- on se refuse à créer les con-

ditions d'un « mouvement » étudiant, en se contentant d'affirmer globalement les intérêts d'un milieu dont l'homogénéité ne tient nullement à des raisons internes, mais uniquement au rapport global de l'Université, avec le système économique et social. On sert en fait les intérêts d'un pouvoir qui a tout intérêt à masquer ce rapport et se contenterait aisément d'améliorer les conditions de la vie commune des étudiants (comme dans l'usine on sera prêt à améliorer les « relations humaines », afin de masquer l'exploitation patronale).

Cette attitude n'anime pas que les militants de l'U.E.C. ; on la retrouve en grande partie chez ceux de l'A.J.S. — Si cette dernière organisation y ajoute le refus de la participation, c'est qu'il y a chez elle une logique « ouvrière » à laquelle les communistes refusent de céder sur le plan universitaire, d'autant que la conjoncture leur a permis d'avoir, par la participation, une existence que le mouvement étudiant avait du mal à leur reconnaître. Tactique différente par conséquent, mais stratégie semblable pour l'essentiel.

- Refuser de s'enfermer dans la situation étudiante, mais se situer comme étudiants par rapport aux formes actuelles de la lutte de classes et à la nécessité d'une stratégie révolutionnaire sur les principaux terrains de lutte, donc notamment sur le terrain universitaire.

A nouveau, ici, deux démarches restent possibles :

- celle qui vise à la formation d'une « avant-garde » révolutionnaire au service de la classe ouvrière, lui apportant la parole que le parti communiste a cachée ou déformée, lui fournissant les thèmes et les moyens d'action que le P.C., enfoncé dans le parlementarisme, n'est plus capable d'inventer. Cette attitude implique l'existence d'une organisation cohérente et centralisée, capable de s'imposer par son dynamisme et ses initiatives. C'est, pour faire bref, la démarche de la Ligue Communiste, comme de tous ceux qui cherchent à fonder — sous des formes diverses — un « mouvement révolutionnaire étudiant ». L'exemple des échecs du Movimento Studentesco en Italie, qui relève de cette optique, suffit à prouver l'inanité d'une telle tentative. Le débat paraît ouvert à l'intérieur de la Ligue Communiste



à ce propos ; le rapprochement avec le P.S.U. peut faire réfléchir ces camarades sur les conditions d'une stratégie révolutionnaire à l'Université en même temps que sur les formes de construction d'un véritable parti révolutionnaire. Mais le débat ne doit pas se prolonger indéfiniment, car il immobilise de nombreux militants dont l'énergie serait bien employée à la seconde démarche :

- celle qui vise au développement d'un mouvement de masse étudiant, dont l'U.N.E.F. devrait être le support.

L'existence d'un tel mouvement est la seule réponse révolutionnaire possible à un moment où l'offensive capitaliste se développe sur tous les fronts, et notamment sur le front universitaire. Abandonner ce point, hésiter sur la stratégie, c'est renforcer la pression de l'adversaire de classe, c'est limiter les chances du combat socialiste dans son ensemble.

Pour qu'existe un tel mouvement, un certain nombre de conditions sont nécessaires :

- une définition qui ne saurait se référer à la simple tradition

syndicale, en raison des ambiguïtés signalées plus haut : il est nécessaire que soient définies des options politiques du mouvement, de façon claire et démocratique, donc soumises au débat ;

- une base de masse réelle, qui implique que le débat englobe tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, organisés ou non, restent enfermés dans la situation étudiante et se bornent à vouloir « l'améliorer » ou la défendre ;

- une capacité d'existence à la base et le refus d'une bureaucratie d'appareil qui mettrait le mouvement au service de l'organisation et non l'organisation au service du mouvement de masse lui-même ;

- une capacité de mener des luttes effectives (et qui ne craignent pas d'être momentanément victorieuses...) en fonction de réactions directes de masses étudiantes, selon les situations qu'elles traversent ou dont elles prennent conscience, comme en fonction des offensives du pouvoir ou des risques que feraient courir des illusions réformistes ;

- enfin, une capacité de définir des objectifs, de donner à la masse étudiante des moyens de prise de conscience dans des luttes réelles, dans des affrontements significatifs.

Telle est la démarche sur laquelle les militants étudiants du P.S.U. devraient aujourd'hui réfléchir dans leurs groupes et dans leurs sections, avec leurs camarades du parti.

Elle permettrait de donner à leur rôle de militants politiques étudiants une dimension essentielle, mais qui n'est pas la seule.

Ils ont aujourd'hui une responsabilité évidente dans la construction du mouvement de masse étudiant, à travers l'U.N.E.F., et pour son avance dans une perspective révolutionnaire. C'est sur cette responsabilité qu'ils seront le plus souvent jugés à l'extérieur du parti. Mais ils ont aussi d'autres tâches :

- analyser et exprimer en termes politiques la réalité de la situation étudiante ;

- assurer la relation politique indispensable entre les luttes étudiantes et les autres fronts de lutte, dans le cadre d'une même stratégie révolutionnaire ;

- prendre en charge la stratégie du parti sur le terrain de l'université, avec tous ceux qui sont concernés (lycéens, enseignants...), qu'il s'agisse de la stratégie proprement universitaire ou de la stratégie globale du P.S.U. dont les « campagnes » sont une expression visible : ainsi la lutte anti-impérialiste, la lutte concernant l'armée bourgeoise ou l'appui qui peut être apporté à la stratégie du contrôle ouvrier en fonction de leur devenir professionnel.

Il y a là matière à réflexion, non pour un raisonnement idéologique, mais pour un meilleur rapport avec la réalité, seule manière de vaincre sérieusement le poids de l'idéologie bourgeoise sur la mentalité universitaire. □

(1) Un exemple : la suppression de la 2<sup>e</sup> langue vivante — par les contradictions qu'elle créait ou qu'elle révélait — a pu devenir ainsi une base de lutte essentielle, alors même que son objet — on l'avouera — était assez mince.

# La seconde affaire Le Dantec

Albert Rousselles

À la rentrée de Pâques, le lundi 6 avril, les professeurs et les surveillants du C.E.S. Pasteur et du lycée de Créteil, Val-de-Marne, apprenaient avec surprise pour la plupart l'arrestation d'un de leurs collègues, J.-P. Le Dantec, professeur de mathématiques au C.E.S. Pasteur, survenue le 22 mars — ô ironie ! — à la suite de son activité comme directeur du journal « la Cause du peuple ».

Le vendredi 10 avril, une assemblée générale de professeurs décidait l'envoi d'une lettre ouverte au garde des Sceaux demandant la mise en liberté provisoire de Le Dantec et s'élevant contre l'escalade de la répression. Cette lettre recueillait en quelques jours une cinquantaine de signatures, soit plus de la moitié des enseignants des deux établissements.

Lors de la même séance, il était décidé de prendre contact avec M<sup>e</sup> Leclerc, défenseur de Le Dantec, ce qui fut fait le mardi suivant. L'éventualité d'une grève de 24 h, le jour du procès, était même envisagée, mais la décision était reportée à une date ultérieure.

Le samedi 11 au matin, au cours de la réunion ordinaire du conseil d'administration, une motion, destinée au juge d'instruction, demandant la mise en liberté provisoire de Le Dantec, était adoptée à l'unanimité, moins cinq abstentions.

Le lundi 13 avril, les élèves du lycée de Créteil décidaient de se mettre en grève pour protester

contre cette atteinte à la liberté d'expression et contre la répression.

Le mardi 14, la quasi-totalité des élèves du lycée était effectivement en grève ; un meeting se tenait dans la cour commune aux deux établissements et de nombreux élèves de 3<sup>e</sup> du C.E.S. Pasteur rejoignaient les lycéens. Le secrétaire de la section S.N.E.S. prenait brièvement la parole après les élèves et un surveillant pour apporter le soutien de la section S.N.E.S. à la lutte pour la liberté d'expression. Le bureau de la section décidait ensuite de rédiger en commun avec les élèves une protestation contre l'arrestation de Le Dantec, réclamant en outre la liberté d'expression pour tous, ce qui ne signifiait pas l'approbation des thèses développées dans « la Cause du peuple ».

Dans l'après-midi du 14, alors que le calme régnait dans le lycée en grève, le commissariat de police signalait à la directrice du lycée qu'un coup de téléphone anonyme les avait prévenus qu'une bombe était déposée au lycée...

Le commissariat réclamait l'évacuation immédiate des lieux ; la directrice obtint que les élèves puissent simplement se retirer dans la cour et réintégrer leurs locaux après la fouille.

Effectivement, un car de police prenait position devant le lycée et un commissaire, accompagné d'inspecteurs ou d'artificiers (?...) en ci-

vil, fouillait systématiquement le lycée sous les huées des élèves, sans trouver de bombe, naturellement, mais en n'oubliant pas d'emporter plusieurs tracts que les élèves étaient en train de tirer.

À la suite de cette grossière provocation, les lycéens décidaient le lendemain matin de se rendre en cortège vers l'établissement voisin, le lycée d'Arsonval, pour étendre le mouvement de protestation. Ils trouvèrent les grilles du lycée fermées et des cars de police à proximité. Après un dialogue avec les élèves d'Arsonval, de l'autre côté des grilles, les élèves du lycée de Créteil furent brutalement dispersés par la police. Plusieurs garçons et filles, dont les plus jeunes avaient 14 ou 15 ans, furent jetés à terre et frappés à coups de pied. D'autres, embarqués au commissariat, y restèrent jusqu'aux premières heures de l'après-midi.

Le même jour, à 13 heures, une assemblée générale des professeurs, émus par ce qui s'était passé, décidait une grève de trois jours à partir du lendemain jeudi pour protester contre la répression et par solidarité avec les élèves. En fin d'après-midi, une réunion syndicale, convoquée sous le prétexte de préparer le conseil d'administration extraordinaire décidé immédiatement par la directrice du lycée, refusait d'entériner la précédente décision de grève en invoquant le fait que cette décision, non syndicale, n'était pas va-

lable. Cette contre-offensive était menée par des professeurs appartenant au P.C.F. suivis par les syndiqués les plus conservateurs de la tendance A.

Le soir même, lors du conseil d'administration extraordinaire, le principal du C.E.S. faisait adopter une lettre comminatoire destinée aux parents d'élèves du premier cycle ; les professeurs les plus engagés obtinrent qu'en soit retirée toute menace de Conseil de discipline.

Lorsqu'il fut question des élèves du lycée, les mêmes professeurs furent violemment pris à partie par le conseiller général, maire adjoint U.D.R., bien sûr, et des « personnalités » allèrent jusqu'à demander aux enseignants de faire pression sur leurs élèves pour « les ramener à l'ordre ».

Le vendredi 17 au matin, des élèves, appartenant à la Jeunesse communiste, distribuaient aux portes de l'établissement un tract dénonçant « l'agissement des groupes gauchistes » et les accusant comme d'habitude d'être « des instruments aux mains du pouvoir ».

Symétriquement, le P.C.F. distribuait parmi les professeurs un tract mettant en garde les parents et les enseignants contre « certaines gesticulations ouvertement provocatrices » et reprenait la calomnie habituelle de collusion entre le pouvoir et les « gauchistes ».

Les élèves, qui avaient pris spontanément et généreusement la défense d'un de leurs maîtres, injustement emprisonné, étaient complètement isolés, avec quelques professeurs et surveillants, face aux menaces de l'administration et de la municipalité U.D.R., face aux pressions des parents et aux calomnies du P.C.F.

Dans la soirée du vendredi, cherchant à percer le mur de silence qui les entourait, les élèves décidaient de mettre sens dessus dessous les chaises et les tables, sans rien briser ni dégrader, espérant par là obtenir la fermeture de l'établissement. Mais l'administration alertait l'inspecteur d'acadé-

mie et les parents d'élèves, et ceux-ci, aidés de deux professeurs, remettaient tout en ordre. A minuit, le conseil municipal au grand complet, maire adjoint en tête, venait solennellement « constater les dégâts ».

Le samedi matin, l'inspecteur d'académie, encadré de parents d'élèves « musclés », haranguait les grévistes, faisait expulser par un parent un « membre étranger à l'établissement » (étudiant, membre du C.A. de Créteil) et annonçait que le lycée serait fermé dans l'après-midi et que la police empêcherait les élèves d'y entrer. Or les grévistes avaient prévu pour

l'après-midi une réunion inter-lycées. Grâce à l'intervention du président d'une A.P.E. cette réunion put finalement se tenir dans une salle de la M.J.C. sans les parents... et sans la Jeunesse communiste.

Le lundi, les cours reprenaient normalement, mais les élèves de différents lycées décidaient de rester en contact.

#### CONCLUSION :

L'arrestation de Le Dantec a bouleversé un petit lycée tranquille de banlieue et a considérablement politisé les lycéens jusque-là très « sages ».

Des clivages très nets et dont les conséquences seront durables ont profondément divisé les enseignants jusque-là peu politisés eux aussi entre P.C.F. et conservateurs d'une part, et P.S.U., trotskystes, maoïstes, d'autre part.

Les élèves et les enseignants lucides ont vu se dresser contre eux une alliance conservatrice d'un nouveau genre, groupant l'administration, la municipalité U.D.R., aussi entre P.C.F. et conservateurs, d'une part, et P.S.U., trotskystes, maoïstes, d'autre part.

Voilà une semaine d'action dont les leçons ne seront pas perdues... □

## Réunions du secteur Enseignement

● La Recherche Scientifique, traverse une crise grave dont témoignent de multiples luttes (au C.E.A., au C.N.R.S., au C.N.E.S., etc.) auxquelles il importe de donner un sens politique dans une perspective socialiste. C'est pour y parvenir et compléter ainsi les initiatives syndicales nécessairement plus limitées, qu'il a été décidé de réunir les travailleurs de la Recherche appartenant au P.S.U.

Cette rencontre aura lieu les 23 et 24 mai, 8, villa du Parc-Montsouris, Paris 14<sup>e</sup>, première séance à 9 h 30 le 23.

Cette rencontre, placée sous la responsabilité du B.N., regroupera les travailleurs scientifiques (ouvriers, chercheurs, techniciens et administratifs), appartenant tant au secteur public qu'au secteur privé.

La rencontre aura deux objectifs :

● La réflexion : analyse critique de la situation dans les divers secteurs, recherche et économie, organisation de la recherche ;

● L'action : perspectives politiques des luttes, leur organisation, le contrôle des travailleurs sur la recherche.

La rencontre permettra de mettre sur pied une commission de coordination du secteur « recherche » au niveau national, chargée de définir les orientations politiques des luttes et d'assurer les coordinations indispensables.

Pour tout renseignement pratique (billet de réduction S.N.C.F., etc.), s'adresser à « Commission Recherche » au siège du Parti. □

### ● Les Assises nationales du P.S.U. sur l'enseignement

auront lieu les

Dimanche 17  
et Lundi 18 Mai

44, rue de Rennes  
Paris-6<sup>e</sup>

Début des travaux : 9 h 30.

S'inscrire auprès de sa fédération ou de la commission nationale Enseignement (demander billets de congrès et hébergement).

### LIBRAIRIE TRIBUNE SOCIALISTE

54, bd Garibaldi, Paris 15<sup>e</sup> - C.C.P. 58-26-65

#### E.D.I.

— PANNEKKEK ET LES CONSEILS OUVRIERS, S. Bricianer.	19,20
— LA CONCEPTION MATERIALISTE DE LA QUESTION JUIVE, A. Léon	16,20
— VERS DE NOUVELLES LUTTES OUVRIERES, R. Chevallier.	4,00
— LA GUERRE ET LA REVOLUTION — LES GUERRES D'ASIE, P. Naville	18,50
— LE SOCIALISME FRANÇAIS ET LE POUVOIR, M. Perrot et A. Kriegel	11,50
— LENINE, G. Lukacs	5,90

#### EDITIONS F. MASPERO

— LES SOCIALISTES AVANT MARX, Gian Mario Bravo (trois volumes), chaque volume	6,15
— LE PILLAGE DU TIERS MONDE, P. Jalée	6,15
— HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN, W. Abendroth	6,15

#### EDITIONS ANTHROPOS

— MARX et ENGELS, D. Riazanov	15,00
— LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, N. Boukharine	20,00
— L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, N. Boukharine	15,00
— CRITIQUE DE LA SOCIETE, T.-B. Bottomore	20,60

### « P.S.U. DOCUMENTATION »

#### Vient de paraître :

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

#### Rappel des numéros disponibles :

6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.  
8-9 - Histoire du P.S.U.  
10-11 - Histoire du P.C.F.  
N° 12 - La lutte du peuple palestinien et la question du Moyen-Orient.

Le numéro simple : 1 F

Le numéro double : 2 F

#### Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »  
54, boulevard Garibaldi, Paris XV<sup>e</sup>

#### Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

## Indochine

Qu'il le veuille ou non, Nixon est contraint d'intensifier la guerre jusqu'au contrôle total de l'Asie orientale. Jacques Rennes explique pourquoi (page 18).

## Portugal

Trois militants maoïstes sont en prison. Notre document explique la lutte qu'ils ont menée (page 17).

## Vincennes

Aux côtés du peuple vietnamien et des forces progressistes américaines, la mobilisation contre l'impérialisme doit être accrue. Manuel Bridier a exposé la position du P.S.U. au rassemblement national du 10 mai (page 20).

## Nixon ouvre les vannes

Henri Beley

Par sa politique cauteleuse, Nixon était si bien parvenu à endormir le mouvement anti-guerre aux U.S.A. qu'il a cru pouvoir impunément défier l'opinion publique. Or, contrairement à ses prévisions, l'agression au Cambodge a déclenché dans toutes les universités du pays un vent de colère auquel l'assassinat de quatre étudiants par la garde nationale a donné une ampleur qui dépasse de loin tout ce qu'on connaissait jusqu'ici.

### Masses et avant-garde

Classiquement à la pointe de l'opposition, l'avant-garde étudiante est suivie, cette fois, par la masse des étudiants et des professeurs : l'ordre de grève générale a été suivi dans toutes les universités avec une telle unanimité que les gouverneurs, effrayés, ont jugé plus prudent de demeurer dans leur Etat plutôt que de se rendre à l'invitation de Nixon. Etat d'urgence décrété dans le Maryland ; police locale débordée dans le Wisconsin ; forces de l'ordre intervenant, baïonnette au canon, dans le Kentucky ; camions des centres de formation militaire et bâtiments universitaires incendiés ; nombreux blessés dans de violents affrontements ; universités occupées ; paralysie totale de l'enseignement supérieur ; fin prématurée de l'année scolaire proclamée par les autorités universitaires de crainte de voir leurs locaux mis à sac ; manifestation monstre devant la Maison Blanche composée presque exclusivement d'étudiants : bref, les étudiants réagissent partout avec une détermination insoupçonnée. Tandis que des dizaines de milliers d'entre eux qui, jusqu'ici, n'avaient encore pris part à aucune manifestation viennent gonfler les rangs de l'opposition pacifiste, l'avant-garde voit ses effectifs grossir et réagit avec une violence accrue à la violence institutionnalisée. Les « casseurs » ne sont plus désormais « une poignée d'enragés ». Cette évolution brutale est d'autant plus intéressante que la société américaine est beaucoup plus violente, dans toutes ses manifestations extérieures, que les sociétés capitalistes européennes. La promptitude avec laquelle les policiers américains dégagent et tirent n'est que l'expression la plus spectaculaire d'une violence quotidienne que la plupart des Européens ne soupçonnent guère : aux U.S.A., les

livres de la « Série Noire » ne sont pas des ouvrages de fiction. C'est pourquoi toute protestation non superficielle prend aux U.S.A. un caractère nécessairement violent, comme le démontre l'action des Panthères Noires face à une police qui assassine ses leaders en toute impunité. Réciproquement le pacifisme traduit un manque de conscience politique : pour qui connaît l'Amérique, toute protestation « molle » exprime une conscience « molle ».

### Une nouvelle période s'ouvre

C'est pourquoi les réactions actuelles à la politique de Nixon marquent la fin d'une période. Les renforcements et de l'extrême gauche et de la masse contestataire pacifiste, traduisent tous deux la crise profonde que traverse toute la société bourgeoise américaine. Tandis qu'une fraction grandissante de l'opposition passe de l'« instinct » politique à la conscience politique, la « majorité silencieuse » passe, de son côté, du sommeil politique à la « contestation », du manque de conscience à une prise de conscience encore « molle », certes, mais qui ira se durcissant. D'où l'effroi des classes dirigeantes qui se trouvent désormais divisées en deux camps sensiblement égaux (division qu'exprime bien l'opposition de la moitié des sénateurs à la politique gouvernementale ou l'ordre donné par le maire de New York de faire mettre tous les drapeaux en berne, ou encore la chute des cours enregistrée à Wall Street). Tandis que les « colombes » cherchent désespérément à désamorcer la violence accrue de l'extrême gauche par l'application d'une politique souple (retrait du continent asiatique et établissement d'une ceinture de sécurité passant par les îles limitrophes), Nixon, de son côté, en bon porte-parole du complexe industriel-militaire et des pires forces réactionnaires et racistes, s'en prend — tel Thiers face à la Commune de Paris — à l'« anarchie » qui règne dans le monde. Lorsqu'on se rappelle les accusations incendiaires lancées depuis des mois contre l'extrême gauche américaine, on est frappé par la corrélation qui existe désormais officiellement entre la politique intérieure américaine et sa politique étrangère. Cette « anarchie » à laquelle Nixon, en bon « gendarme du monde », veut mettre fin, elle ne règne

pas seulement dans un nombre croissant de pays où les peuples prennent les armes et luttent pour leur libération ; elle n'affecte pas seulement tous les pays industrialisés d'Europe : elle secoue désormais le bastion même de l'impérialisme. En intervenant au Cambodge, c'est donc aussi aux U.S.A. que Nixon contre-attaque. Car l'Amérique est un empire mondial ; en assassinant des Cambodgiens et en assassinant des étudiants et des militants noirs américains, c'est le même ennemi que Nixon tente d'écraser.

### « Vauriens » et « casseurs »

Il ne faut donc pas s'étonner si la terminologie qu'il emploie nous est si familière. Ainsi parle-t-il des « vauriens » qui « brûlent les universités, recourent à la violence, terrorisent leurs condisciples », ajoutant même (dans sa conférence de presse, où les journaux ont vu, curieusement, une « excuse » pour avoir employé des mots inconsiderés !) que « le qualificatif de « vaurien » est peut-être un mot trop gentil pour désigner ce genre de personnages, et c'est à eux que je faisais allusion ». A eux, et non pas, précise-t-il, « à tous ceux qui ne sont pas d'accord avec moi » ! Mais où passe la frontière ? Nixon se garde bien de la préciser et pour cause, car aux U.S.A. comme ailleurs, les « gauchistes » (ou « casseurs », ou « vauriens ») ne font qu'exprimer un mécontentement qui va s'amplifiant. En cherchant à séparer les « vauriens » qui « se mettent à lancer des pavés » (c'est Nixon qui parle !) de la masse d'une opposition qu'il voudrait sage et mesurée, Nixon emploie une très vieille tactique aujourd'hui familière à l'opinion publique française...

Reste à savoir s'il parviendra à ses fins. Enfoncé jusqu'au cou dans une initiative brutale qui a fait voler en éclats la vitrine légaliste de la « démocratie » américaine, Nixon a déclenché un processus objectif qui ne permet pas aux initiatives individuelles, si « sages » soient-elles, de faire machine arrière. Désormais, de nouvelles vannes sont ouvertes et les classes dirigeantes américaines n'ont plus d'autres ressources « raisonnables » que d'édifier à la hâte de nouvelles digues — si toutefois leurs dissensions internes leur permettent... □





# La répression

Le « procès F.A.P. » (1) qui attend depuis trois ans d'être débattu vient encore d'être renvoyé. Les trois protagonistes sont toujours à la prison de **Caxias** : Joao Pulido **Valente**, médecin de 43 ans, Francisco Martins **Rodrigues**, ex-ouvrier de 42 ans, Ruy Pirès **d'Espinay**, étudiant de 27 ans. Leur histoire est celle de trois militants communistes exclus du Parti. Leur défaite sur le plan de l'action n'a pas mis fin à une dramatique expérience politique. Déjà en prison pour son activité de militant P.C.P., « Chico » Martins Rodrigues, le protagoniste de toute l'opération, réussit à s'évader du fort de Peniche en janvier 1960 et retourna aussitôt à la lutte clandestine, à la commission de contrôle du C.C. où il siégeait. C'est l'époque de la grande désillusion (1958-1962), une des pages les plus obscures du parti portugais. La dispute entre « parlementaristes » et révolution-

naires fut longue et âpre et se termina en 1964 par une grosse purge qui atteignit Chico **Martins** et d'autres militants. C'est ainsi que naquit le Comité Marxiste-Léniniste portugais. A cette époque, eut lieu la fondation du Comité et du Front d'Action Populaire. Tous les liens que trente années de dictature n'avaient pu dissoudre furent ré-examinés. C'est pour cela que, en hâte, le Comité accomplit sans plus tarder le grand saut vers « le fusil tout de suite ». La feuille communiste clandestine « **Avante** » n'hésitait pas à dénoncer les dirigeants du F.A.P. « parce qu'ils servaient la discorde dans le Parti ». A la tête du F.A.P., il y avait aussi le médecin Joao Pulido **Valente** (rentré au Portugal en mars 1965, après un long séjour à Alger et Paris), et Ruy **d'Espinay**.

En 1965, naissent les Groupes d'Action Populaire, embryons de guerrilla urbaine. Mais un espion



*Comment la presse fasciste Portugaise et le gouvernement voient le problème colonial*



de la « Pide », Mario da **Silva Marteus**, réussit à s'infiltrer dans l'organisation : un tribunal révolutionnaire institué par la F.A.P. condamna Mario **Marteus** à mort et le fusilla. La répression ne se fit pas attendre, la « Pide » voulant atteindre les dirigeants. Chico **Martins** fut pris le 30 juin 1966 et Ruy **d'Espinay** le 14 février 1967. Contre eux, les tortures se firent plus féroces : huit jours sans dormir, bastonnades, exécutions simulées, menaces de mort contre les parents, tentatives de corruption et emploi des hallucinogènes auxquels cédèrent Chico et Ruy. Ce fut le désastre pour la F.A.P. Seuls quelques militants parvinrent à réparer le désastre à l'étranger. « L'histoire de la L.S.D., dit l'avocat de Pulido **Valente**, est peut-être la chose la plus brûlante du procès. Ma défense a les preuves incontestables, confirmées par d'autres médecins, que la « Pide » administre des hallucinogènes qui provoquent quelques cas de folie et plus souvent encore des dégâts psychiques irréparables. »

A.C. est un militant de la F.A.P. qui a terminé depuis deux semaines ses quatre années de détention au « Peniche ». Son témoignage fera partie d'un dossier sur les procès politiques. « Ils sont à peine sortis, dit A, et tous parlent de la libération. Nous, en prison, nous avons un mètre particulier pour juger la marche du régime suivant l'allure des arrestations : nous avons suivi l'irrévocable croissance du

mouvement ouvrier portugais — et la cruauté de la répression — justement au cours de cette année et demi de « marcellinisme » (expression venant du prénom du successeur de **Salazar**, **Caetano**).

« Les camarades arrêtés au cours de ces mois derniers ont tous subi le même traitement que j'ai connu en 1966. Voilà ma feuille de surveillance spéciale, pendant cinq ans je n'ai pas pu sortir de Lisbonne, à peine je pouvais atteindre les sinistres baraques qui assiègent la ville du Marquis de Pombale. »

Et la lutte clandestine ? Quel changement apportera-t-elle au Portugal quatre ans après le choc du F.A.P. ? « Je suis encore trop dépaysé pour répondre et encore convaincu qu'il existe un danger réel que le Parti Communiste monte dans le train de l'opposition bourgeoise pour faire du Portugal une digne démocratie parlementaire liée à l'O.T.A.N. et au Marché commun, ainsi qu'au destin du « capitalisme éclairé ». Ce n'est pas un hasard que la présence massive du P.C.P. dans la « Frente Patriótica » contraint constamment le Parti à corriger sa propre stratégie, en prenant ses distances vis-à-vis de l'opposition désormais paralégitime. Mais qu'est-ce que le F.P.L.N., sinon l'édition révisionniste de l'idéal que s'était imposé la F.A.P. ? » □

(1) Front d'action populaire de tendance maoïste.

# Au-delà de la guerre

Jacques Rennes

Après chaque « ennui » majeur en Asie, les dirigeants américains affirment qu'on ne les y reprendra plus. La guerre de Corée terminée, Eisenhower assurait que l'Amérique ne se battrait plus au-delà du Pacifique. En juillet dernier, Nixon, pendant sa tournée asiatique, déclara : « L'Asie doit être aux mains des Asiatiques. » Les présidents sont sincères : il leur répugne d'envoyer leurs soldats sur de tels champs de bataille. Mais le chef de l'exécutif américain, quel qu'il soit, est contraint, par le système même qu'il dirige, à intervenir militairement chaque fois que ce système est défié. Les guerres de ce type, celle du Vietnam en particulier, ne sont pas des hasards, des erreurs, des aventures dans lesquelles Washington se serait fourvoyé sans s'en rendre compte, mais se situent dans la logique de l'impérialisme américain dans le Pacifique.

Les paroles des présidents importent donc peu. Elles constituent au mieux des vœux pieux ; le plus souvent, des façons de calmer leur opinion publique. Les « doctrines » sont des emballages vides : quand même il le voudrait, Nixon ne peut « lâcher » l'Indochine, du moins avant d'avoir tout mis en œuvre pour vaincre, ou avoir établi dans la périphérie de la péninsule de solides « défenses ».

Nixon n'aborde évidemment pas officiellement le sujet par ce biais. Il a cependant, dans son important discours du 30 avril, parlé avec une grande franchise. Ce qui frappait, dans ce discours ouvertement impérialiste, c'était le rappel de « 190 ans d'une histoire

orgueilleuse », histoire mise au service de « la plus grande richesse » qui soit au monde. Or, une telle nation ne peut tolérer « l'anarchie », chez elle ou à l'extérieur. Il est rare de trouver, sous la plume d'un impérialiste du XX<sup>e</sup> siècle, un exposé aussi cynique de ses motivations. Encore un peu d'« anarchie » sur les campus et dans le tiers monde et Nixon s'exprimera comme un patron de combat des textiles du Nord au XIX<sup>e</sup> siècle.

Washington cependant voudrait une « couverture » : l'idéal serait que l'« ordre » soit maintenu par des Asiatiques « amis » des Etats-Unis. Bref, il faudrait une façade en quelque sorte indigène — au sens le plus colonialiste du terme — ce qui sauverait les apparences et éviterait de perdre, comme par exemple au Vietnam, plus de 40.000 hommes. D'où l'explication toute simple de la politique de « vietnamisation ». D'où l'espoir émis par Nixon de retirer rapidement ses troupes du Cambodge et de faire maintenir l'« ordre » — mot sacré — par des forces fantoches de Saigon. D'où l'envoi à Phnom-Penh de milliers de mercenaires sud-vietnamiens d'origine khmère, dont l'existence repose uniquement sur la volonté américaine.

## Des centaines de milliers de consommateurs potentiels

La « doctrine Nixon » repose, elle, sur le postulat que les forces américaines seront à terme retirées de l'Indochine toute entière et en même temps sur un soutien total inconditionnel à Thieu, et ceci fut

officiellement proclamé l'an dernier lors de la rencontre de Guam. Mais Saigon ne constitue qu'une petite pièce de l'échiquier. Pour tenir Saigon, on bombarde depuis six ans le Laos, qu'il faut également dominer. Alors que le conflit vietnamien se développait, d'énormes bases furent construites en Thaïlande. Entre Bangkok et Saigon, un régime, celui de Sihanouk, refusait de se laisser entraîner dans la guerre américaine. La boucle est aujourd'hui bouclée : il n'y a plus d'exception à la règle impérialiste.

Mais la « carte américaine » en Asie n'est pas militaire d'abord ; elle est avant tout politique et économique. Les militaires ne viennent que lorsque « l'anarchie » ne peut plus être contrôlée par les régimes « alliés ». Non que les généraux et les amiraux n'aient leurs propres intérêts et un engagement qui ait sa logique propre. Mal connu du grand public, le quartier-général américain d'Honolulu, qui couvre tout le Pacifique, possède son pouvoir à lui, et constitue un efficace moyen de pression du Pentagone sur la Maison-Blanche. Johnson a trop souvent fait le voyage d'Honolulu pour qu'il n'en soit pas ainsi : le président se déplaçait, non les officiers supérieurs pourtant de par la Constitution sous ses ordres.

La puissance militaire ne se serait cependant pas à ce point développée si elle n'avait été entraînée dans le Pacifique par l'expansion de l'empire. Un professeur américain de Californie a écrit : « Région dont le marché potentiel est immense, possédant des matiè-

res premières essentielles et une main-d'œuvre qualifiée à bas salaires, l'Asie orientale est aussi vitale à l'empire américain que l'Europe. Rien d'autre ne peut expliquer pourquoi l'Amérique s'accroche tant au Vietnam du Sud, sauf peut-être le besoin de démontrer la capacité militaire américaine d'écraser des insurrections. »

## D'abord le drapeau, ensuite le dollar

Le même professeur ajoute : « Voici peu de temps encore, région en stagnation très peuplée de gens mourant de faim et improductifs, l'Asie orientale, pour les capitalistes américains, approche de l'ère du décollage économique. Le Japon est déjà devenu un géant industriel. L'industrialisation a fait des progrès en Corée du Sud, à Formose, à Hong-kong et à Singapour. L'urbanisation a permis à une partie de la population de se qualifier et de recevoir une instruction. De gros apports de capitaux américains et japonais, et des investissements locaux ont, pendant la guerre du Vietnam, amorcé le développement économique. L'Asie orientale est une région de développement inégal mais prometteur, contrairement à l'Europe déjà développée, à l'Afrique, qui reste sous-développée et à l'Amérique latine, trop turbulente. Les centaines de millions de personnes vivant au Japon et dans les villes des autres pays asiatiques constituent un marché idéal. La consommation, la demande de biens représente le moteur du capitalisme moderne. Si ce moteur connaît des ralentis, la croissance





A.F.P.

en fait autant et la dépression s'annonce. L'Asie orientale est devenue la région idéale pour des marchés en expansion avec sa plus grosse population d'acheteurs du monde. Elle est devenue la première « frontière » de l'Amérique. D'abord amené par le drapeau américain avec la seconde guerre mondiale, le dollar se précipite maintenant dans ce secteur».

Cette explication sonne plus juste que toutes les phrases grandiloquentes sur « la liberté des Vietnamiens » et « la protection de nos soldats au combat ». Elle a aussi le mérite de ne pas simplifier le raisonnement, de ne pas l'étriquer : l'Amérique ne se bat pas au Cambodge pour protéger ses intérêts dans ce petit pays pauvre, mais elle s'y bat au nom d'une conception globale de l'impérialisme en Asie et qui concerne autant les marchés potentiels que le pillage déjà fortement organisé des matières premières.

Pris dans la même idéologie que Nixon et son cabinet politico-militaire, mais d'abord axés sur leurs propres domaines, de nombreux experts du département d'Etat viennent de s'insurger contre l'invasion du Cambodge et le fait qu'ils n'aient pas été consultés. Leur inquiétude peut se comprendre et constitue un embarras supplémentaire pour Nixon. Mais là n'est pas le plus important : en fait, ces spécialistes, ces techniciens, s'ils avaient raison de dire que l'invasion du Cambodge ne présentait aucun caractère d'urgence, n'ont pas compris que l'asservissement

de toute l'Indochine fait partie de la politique globale de Washington de conquête de l'Asie orientale. Peut-être n'ont-ils pas non plus saisi le sens du communiqué Nixon-Sato signé voilà quelques mois. Le président américain et le premier ministre japonais ont clairement montré alors dans quel sens ils voulaient voir évoluer l'Asie orientale : dans le cadre d'une « sphère de co-prospérité » à deux têtes, américaine et nipponne. Et Tokyo n'a pas caché sa satisfaction de voir les Etats-Unis en finir avec « les sanctuaires vietcongs ».

#### Le « milliard » des Vietnamiens

Pour tenir les Asiatiques en laisse, le capitalisme américain agit en même temps de diverses façons : pactes militaires (O.T.A.S.E., traités bilatéraux aux clauses parfois secrètes, etc.), assistance technique militaire, « aide » économique souvent ouvertement contre-révolutionnaire (l'exemple thaïlandais est à cet égard caricatural) ; pressions par le biais d'organismes internationaux (en fait dominés par les Etats-Unis), comme la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement ; investissements plus ou moins massifs (matières premières, industries à forte main-d'œuvre qualifiée mal payée, comme à Singapour et à Hongkong) ; impérialisme culturel ; enfin, lorsque la situation devient intenable, intervention militaire « à la demande du gouvernement ami » et même, comme cela vient

de se produire au Cambodge, invasion pure et simple.

Comme tout ceci ne peut être admis par les responsables de Washington (mais les conférences qui réunissent — parfois avec des militaires — les hommes d'affaires tournés vers l'Asie, étudient ces questions), les diplomates et les conseillers de la Maison Blanche se perdent volontiers dans les détails ou présentent des séries statistiques sur « les pertes vietcongs » (« nous faisons des progrès appréciables »), en n'abordant jamais les problèmes de fond. Il est pourtant évident que lorsque Nixon prononce le mot de « liberté » — appliqué aux Asiatiques — il entend liberté des capitaux américains et évolution de l'Asie vers un système politico-économique permettant le renforcement de l'empire américain. On se rappelle la fameuse et injurieuse proposition de Johnson aux révolutionnaires vietnamiens : qu'ils abandonnent la lutte et ils recevraient un milliard de dollars en cadeau !... Bêvue ou trop grande franchise, cette proposition montrait que, pour l'Amérique, une aide économique permettant au besoin la mise sur pied d'un capitalisme local (mais trop faible pour concurrencer l'impérialisme américain) pourrait résoudre tous les problèmes et pousser les populations à soutenir « librement » ses « alliés ».

Il faudrait consacrer de longs développements à l'exposé de l'échec évident d'une telle politique. Contentons-nous ici de seulement dire que, jusqu'à présent, elle

a mis à sac la quasi-totalité de l'Indochine, provoquant une des plus barbares guerres jamais menées. Les régimes « amis » et « démocratiques » n'ont, sinon aucun avenir à court terme pour certains, du moins aucun support populaire réel et aucun espoir de développer les pays concernés : dictature militaire sud-vietnamienne, dictature militaire cambodgienne, régime fantoche laotien, dictature militaire « molle » en Thaïlande, système capitaliste totalement corrompu aux Philippines, féodalisme en Malaisie, parti unique au service de la Chambre de commerce locale et des investissements étrangers à Singapour, dictature militaire en Indonésie, régime ultrapoliticien en Corée du Sud. Il n'y a vraiment aucune exception à la règle générale. Aucun îlot un peu démocratique, un peu indépendant, qui allierait un début de développement authentique et autonome et une consultation populaire réelle. L'empire américain ne permet aucune de ces failles et n'a réussi à se bâtir aucune façade dotée de « crédibilité ». Voilà la « doctrine Nixon », ou plutôt la doctrine américaine. Et tout le reste est propagande, poudre aux yeux, mensonge. Quant à la lutte anti-impérialiste, ses difficultés ne doivent pas être minimisées : concentrer l'analyse sur le seul Vietnam ou la seule Indochine serait perdre de vue les motifs profonds de la guerre américaine en Asie et les objectifs réels de Washington dans le Pacifique. □



Collombert

## De Saïgon à Washington, le même combat

Manuel Bridier

Ce magnifique rassemblement n'est pas une cérémonie, c'est une étape dans l'unité des forces populaires françaises contre l'agression américaine au Vietnam, au Cambodge et au Laos, contre l'impérialisme dans le monde — unité incomplète encore mais qui s'étendra et se renforcera si nous y sommes résolus.

Nous tous, ici, savons bien que la guerre d'Indochine nous concerne directement. Nous savons bien que la cause des peuples colonisés pour conquérir une indépendance véritable est la même que celle des prolétaires des pays industriels contre l'exploitation capitaliste.

### On ne peut rien contre la volonté d'un peuple

Par un symbole extraordinaire de l'histoire, le 8 mai 1945, noyé aujourd'hui dans le tricolore et les parades militaires, marque à la fois l'effondrement du fascisme et le début de la révolution coloniale avec le massacre de Sétif en Algérie. Tour à tour, de la Grèce à Madagascar, du Guatemala au Vietnam, Français, Anglais ou Américains ont prétendu interdire aux peuples de se libérer, de choisir eux-mêmes les voies de leur développement.

Pour les Etats-Unis, fer de lance de l'impérialisme international,

il s'agissait de faire un exemple, au Vietnam afin de maintenir leur domination sur le sud-est asiatique, l'Amérique latine, l'Europe elle-même, par la démonstration de leur force. Grâce à l'héroïsme du peuple vietnamien ; grâce à l'appui fraternel qu'il a reçu du peuple soviétique, du peuple chinois et de tous les peuples du monde, l'exemple s'est retourné contre l'agresseur. Il a prouvé que le plus formidable appareil militaire du monde ne peut rien contre la volonté d'un peuple en armes. Il a galvanisé la résistance des combattants d'Amérique latine, d'Afrique et jusqu'aux Etats-Unis eux-mêmes, celle du peuple noir, des étudiants et de tous ceux qui découvrent à travers l'absurdité de cette guerre l'absurdité du régime capitaliste lui-même. D'où l'escalade après les mensonges de la paix. D'où l'extension de la guerre à toute la péninsule indochinoise. D'où la menace permanente de l'impérialisme. D'où la nécessité d'une mobilisation accrue contre la guerre, mobilisation dont nos camarades américains nous donnent l'exemple aujourd'hui.

Nous pensons quant à nous que cette mobilisation doit se dresser aussi en France contre le représentant le plus proche de l'impérialisme, c'est-à-dire notre propre gouvernement.

### En finir avec les phrases à double sens

Schumann et Chaban-Delmas versent des larmes de crocodile sur les malheurs du Cambodge. Mais la France officielle mène au Tchad une guerre coloniale en modèle réduit. Mais la France officielle impose une domination policière et militaire aux peuples des Antilles, des Somalies, des Comores, de la Nouvelle Calédonie. Mais la France officielle, par son appartenance au Pacte Atlantique, est l'alliée, la complice objective des massacres au Vietnam.

C'est pourquoi, nous pensons qu'il faut exiger de notre gouver-

nement d'en finir avec les ambiguïtés et les phrases à double sens. Nous pensons qu'il faut exiger la dénonciation de l'agression américaine, le retrait de la France du Pacte Atlantique, la rupture avec la bande d'assassins du général Lon Nol, la reconnaissance du gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam et du gouvernement royal khmer.

### Une commune espérance

Parallèlement à l'indispensable soutien matériel, ce soutien politi-

de la ligne de démarcation. C'est le combat pour l'unité, pour l'indépendance, pour l'abolition de l'exploitation coloniale et de l'exploitation capitaliste.

Dans une telle guerre, il n'y a pas d'autre issue que la victoire populaire. Le droit à la liberté ne se marchande pas. C'est pourquoi nous exigeons le retrait immédiat, total, inconditionnel du Vietnam et de toute l'Indochine des forces américaines et de leurs alliés ! C'est pourquoi nous combattons aux côtés du peuple vietna-



Collombert

que sera notre modeste contribution à une lutte dont dépend aussi notre propre droit à nous libérer de nos oppresseurs.

De Hanoi à Saïgon, c'est le combat d'un même peuple contre le même ennemi, comme ce l'était hier, en France, au nord et au sud

mien, aux côtés des forces progressistes américaines, avec les moyens qui sont les nôtres, pour la réalisation de notre commune espérance, qui est la même, indissoluble, sous les trois noms qu'on lui donne : la paix, la victoire, le socialisme. □

### PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**Butch Cassidy  
et le Kid**